

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 444 - 5F

**CE QUI NOUS DISTINGUE :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

**- le prolétaire -**  
Journal bimestriel - Un exemplaire :  
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 50Pts  
**- programme communiste -**  
Revue théorique - Un exemplaire :  
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

**- il comunista -**  
Journal bimestriel en italien  
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li  
**- el programa comunista -**  
Revue théorique en espagnol  
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

**- le prolétaire -**  
**No 444**  
Mars - Avril - Mai 1998  
35<sup>e</sup> année

## DANS CE NUMERO

**-Rwanda: Une mission parlementaire pour blanchir l'impérialisme français**  
**-Le Royaume-Uni, pays de cocaïne pour les bourgeois (fin)**  
**-Octobre 17 et la révolution socialiste future (Fin)**  
**-Nouvelles des luttes ouvrières: Pakistan, Chasse aux sans-papiers en Malaisie**

## Régularisation de tous les sans-papiers!

La fin de la période officielle d'examen de la situation des prolétaires sans-papiers a été reportée d'un mois par les autorités; certains parmi ceux qui essayent de concilier «soutien» aux sans-papiers et soutien au gouvernement de gauche veulent voir là sinon une «victoire» de la lutte des travailleurs, du moins un «premier recul» des services du ministère de l'Intérieur.

Il n'en est rien. Le ministre Chevènement a peut-être discrètement été rabroué par Jospin qui lui aurait conseillé d'éviter les déclarations intempestives et provocatrices contre des évêques ou sur les organisations manipulées par l'étranger, son projet de loi a été défendu par le Premier ministre lui-même, y compris avec les nouvelles mesures plus répressives encore que les lois Pasqua Debré sur certains points: augmentation du délai légal de «rétention» (terme bureaucratique pour dire: emprisonnement), non prise en compte des années d'étude pour la régularisation d'étudiants étrangers (afin de satisfaire certaines catégories petites bourgeoises craignant la concurrence de diplômés étrangers) et criminalisation des organisations de soutien aux sans-papiers (ce que l'administration n'avait pas réussi à faire passer par Debré). Jospin avait commencé son discours au parlement en rappelant qu'aucun parti représenté dans l'assemblée - donc ni les Verts, ni le PCF - n'était favorable à la liberté d'immigration; et si 5 des 6 députés ont pu se payer le luxe de voter cette fois contre la loi (en précisant bien que c'était leur réponse aux propos de Chevènement et non une rupture politique avec le gouvernement), celle-ci a pu passer grâce à l'abstention du PCF; voilà qui donne l'exacte mesure du soi-disant soutien du PC aux travailleurs immigrés et de son prétendu changement sur cette question: non, ce parti qui incarne jusqu'à la caricature le chauvinisme n'a pas changé, il reste fondamentalement l'adversaire des prolétaires en lutte même quand il fait mine de les aider.

Les expulsions de sans-papiers continuent, dans les mêmes conditions qu'auparavant (expulsés «scotchés», drogués ou battus par les policiers qui les accompagnent), mais à la grande colère du flic-en-chef, les organisations de soutien ont pu à plusieurs reprises empêcher des expulsions par des manifestations ou grâce à la solidarité des voyageurs - du

( Suite en page 2 )

## Après les élections

# La diversion «anti-fasciste»

Les dernières élections ont encore une fois illustré tout à la fois la fonction conservatrice, réactionnaire, de l'idéologie anti-fasciste officielle et l'indéniable efficacité politique qu'elle conserve encore, avec l'appui, il est vrai, de toute la puissance des médias bourgeois.

Alors que la principale leçon des Régionales a été le taux sans précédent de l'abstention, ainsi que le déplacement des votes d'une partie des électeurs de gauche, déçus de ce qu'ils perçoivent comme des attermoissements ou des reculs du gouvernement, vers l'«extrême-gauche» électorale, tandis que la droite reculait légèrement et que l'extrême droite stagnait, les accords de certains politiciens avec le FN pour conserver la présidence de quelques Assemblées régionales ont déclenché une assourdissante tempête politique. En quelques jours les partis gouvernementaux, efficacement secondés par les journaux, les radios et les télé, et avec le renfort de la quasi totalité de l'«extrême-gauche», ont réussi à faire descendre dans la rue des milliers de manifestants dans de nombreuses villes. Dans certains endroits ce véritable front unique de la démocratie rassemblait des manifestants allant des anarchistes aux politiciens de droite classique, en passant par les trotskystes (1), le PS, le PC, certains syndicats, etc., avec des slogans du type «Ne touche pas à ma République!»; mais même là où les participants se

limitaient à la gauche et l'«extrême-gauche», et où la tonalité se voulait plus «anti-fasciste», il était impossible de ne pas comprendre qu'on était devant une opération de soutien à l'ordre politique bourgeois et au gouvernement de gauche qui se veut le champion de celui-ci (2). C'est également un précieux enseignement que les opposants dits «révolutionnaires» au gouvernement aient fourni souvent une grosse part des bataillons de ces manifestations, confirmant le verdict classique du marxisme: l'éternelle fonction du centrisme, révolutionnaire en paroles et contre-révolutionnaire dans les faits, est de servir de flanc-garde à l'opportunisme en attirant par un langage et des poses «radicales» les éléments qui s'en détachent, mais uniquement pour les ramener dans son giron.

Au moment où Chevènement expulse, où le gouvernement entérine les uns après les autres les plans anti-sociaux de licenciements et la fermeture d'usines, où il envoie les CRS contre les routiers grévistes, où sous couvert des 35 heures il institutionnalise la «flexibilité» du travail, et où il continue la politique de Juppé, le danger contre lequel tous ces gens appellent les travailleurs et les jeunes à se mobiliser d'urgence est le fait que certains politiciens bourgeois n'aient pas été assez «républicains» pour refuser un accord avec le FN! Aujourd'hui comme hier l'anti-fascisme

démocratique fait croire faussement aux prolétaires qu'ils doivent oublier leurs intérêts propres, de classe, pour s'allier à une certaine fraction, dite démocratique, de la bourgeoisie et pour défendre une forme correspondante de l'Etat bourgeois. S'il s'engage dans cette voie, le prolétariat est perdu puisqu'il a renoncé à sa seule force, son indépendance de classe, fondée sur la défense intransigeante de ses seuls intérêts de classe, et qu'il a accepté de se soumettre à la classe ennemie et à son Etat

### LA MENACE N'EST PAS LE FASCISME, MAIS LA DÉMOCRATIE

Contrairement à ce qu'affirment tous les démocrates, qu'ils soient modérés ou radicaux (3), nous ne sommes pas actuellement dans une situation comparable à celle de l'entre-guerres, où le fascisme, détachement de combat de la contre-révolution bourgeoise, représentait une menace réelle et mortelle pour le prolétariat. Non que Le Pen ou ses amis seraient au fond des types moins méchants qu'un Mussolini et ses chemises noires! Les combattants algériens torturés ou les immigrés ratonnés témoignent du contraire. Mais, dialectiquement, c'est parce que le prolétariat ne représente plus, ou ne représente pas enco-

( Suite en page 2 )

## En marge du 150<sup>e</sup> anniversaire de la publication du «Manifeste» L'Invariance historique du marxisme

*A l'occasion de cet anniversaire la plupart des groupes et partis qui se réclament encore du marxisme et de la lutte prolétarienne (y compris le PCF!) ont publié des articles ou organisé des réunions pour célébrer le «Manifeste communiste». Il serait instructif de montrer comment, derrière les hommages rituels, chacun d'eux déforme à sa manière le sens de ce texte fondamental et en tire des enseignements erronés afin de conforter sa propre orientation politique. Nous préférons cependant rappeler en quoi selon nous, non seulement le Manifeste, mais le marxisme dans son intégralité, restent actuels, irremplaçables et indépassables, aujourd'hui et demain, jusqu'à ce que l'espèce humaine ait définitivement tourné la triste page de l'époque capitaliste et soit entrée dans l'ère du communisme. Nous publions donc ci-dessous des extraits du compte-rendu de la réunion du parti à Milan (7/9/52) sur l'invariance du marxisme et la fausse ressource de l'activisme. (Le texte complet se trouve sur «Programme Communiste» n°53-54 disponible à notre adresse, 20 F franco de port)*

1. On emploie l'expression «marxisme» non pour désigner une doctrine découverte ou introduite par l'individu Karl Marx, mais pour se référer à la doctrine qui surgit en même temps que le prolétariat industriel moderne et l'«accompagne» pendant tout le cours de la révolution sociale - et nous conservons le terme de «marxisme» malgré toutes les spéculations et l'exploitation abusive de ce terme par toute une série de mouvements contre-révolutionnaires.

2. Le marxisme, dans sa seule acception valable, compte aujourd'hui 3 principaux groupes d'adversaires. Premier groupe: les bourgeois, qui prétendent que le type d'économie capitaliste et mercantile est définitif et

nient qu'il puisse être dépassé par le mode de production socialiste; ils rejettent donc totalement - et en toute cohérence - la doctrine du déterminisme économique et de la lutte des classes. Second groupe: les soi-disant «communistes» staliens, qui déclarent accepter la doctrine historique et économique marxiste, mais avancent et défendent, même dans les pays capitalistes développés, des revendications non pas révolutionnaires, mais identiques ou même pires que celle des réformistes traditionnels, dans le domaine politique (démocratie) et économique (progressisme populiste). Troisième groupe: les disciples

( Suite en page 4 )

## Encore sur «Auschwitz ou le grand alibi»

### «Mouvement Communiste» anti-marxiste

«Mouvement Communiste» (M.C.: groupe issu du GCI - Groupe Communiste Internationaliste -, lui-même ancienne scission du CCI) se propose, dans le dernier n° de sa revue du même nom (1), d'ouvrir la réflexion sur notre texte «Auschwitz ou le grand alibi». Si, «devant le caractère extravagant» de l'accusation d'être l'un des fondements théoriques du «négaionisme», M.C. dit avoir jugé «intéressant de le republier afin, comme l'écrivait Marx de "rendre la honte plus honteuse en la livrant à la publicité"» (?), il l'a en effet fait précéder d'une longue introduction qui entend réfuter les points fondamentaux de l'analyse qui y est développée. Dans une note de cette présentation, «Mouvement Communiste» écrit: «Il n'est pas dans notre intention, ici, de polémiquer avec Programme Communiste. Nous ne pouvons cependant pas ignorer que les nombreuses méprises contenues dans Auschwitz ou le grand alibi ne relèvent pas entièrement du hasard, mais de la sclérose idéologique fondée sur le refus "principler" de passer la théorie au crible de l'analyse concrète, puis de la validation pratique. C'est positionnement a transformé les groupes bordiguistes - et

( Suite en page 5 )

## Régularisation de tous les sans-papiers!

( Suite de la page 1 )

moins de ceux qui sont aussi des prolétaires (2), et trouver le soutien de certains syndicats des travailleurs des Aéroports de Paris. A tel point que la direction d'Air France a annoncé que la compagnie allait cesser d'accepter de convoier des expulsés vers le Mali et que les services de police ont décidé de faire passer les expulsés par Bruxelles ou d'utiliser le bateau.

A la mi-avril, sur 150'000 dossiers des régularisations déposés, on comptait environ 30'000 régularisations provisoires, 30'000 refus. Ce sont donc des dizaines de milliers de travailleurs qui voient ou verront leur régularisation refusée, même en supposant que tous ceux qui ont reçu une réponse provisoire verront cette réponse se transformer en régularisation définitive. Comme les sans-papiers ont du indiquer aux préfectures leur adresse, ces travailleurs sont et seront à la merci de la police. Les bases d'une reprise et d'une amplification de la lutte existent donc; les occupations d'églises en sont également le signe, même si elles sont aussi le signe de l'extrême difficulté des conditions de lutte et de la faiblesse du soutien.

Cette reprise de la lutte ouverte est d'autant plus nécessaire que Chevènement affirme qu'il ne reculera pas. Vouloir se contenter de demander un moratoire des expulsions est une absurdité, de même qu'affirmer que le gouvernement ne pourra pas expulser des dizaines de milliers de personnes. Le rôle des expulsions est de servir de menace permanente contre les sans papiers. Le gouvernement sait parfaitement que seule une minorité sera expulsée, comme il sait que certains secteurs économiques ne peuvent fonctionner sans l'exploitation de cette catégorie de prolétaires; son but est de faire rentrer les sans-papiers dans la clandestinité, de les maintenir en tant que main d'oeuvre taillable et corvéable à merci, parce que soumise en permanence à la menace de l'arrestation et de l'expulsion.

Le soutien à la lutte des sans-papiers a donc un **sens de classe**. Ce n'est pas la charité chrétienne envers des malheureux ou un souci démocratique de Justice et d'égalité de traitement, mais la solidarité classiste avec une fraction particulièrement vulnérable, particulièrement exploitée et opprimée du prolétariat, en butte à des patrons négriers et à un Etat bourgeois implacable: la lutte des sans-papiers intéresse toute la classe ouvrière.

**Régularisation de tous les sans-papiers! Non aux arrestations et aux expulsions! Abrogation des lois Pasqua-Debré-Chevènement! Non au contrôle de l'immigration! Unité de classe entre français et immigrés, travailleurs «légaux» et sans-papiers!**

(1) cf Chevènement au parlement: «Des délits ont été commis, pas seulement par les distributeurs de tracts, mais aussi par les passagers qui se sont interposés pour empêcher l'appareil de décoller. Ces délits qui peuvent être qualifiés de "rébellion", d'"outrages" voire de "coups et blessures", seront punis. Il est également possible d'inscrire ces personnes, qui ont méconnu l'hospitalité de notre pays, au fichier du système Schengen afin qu'elles soient interdites de séjour dans les pays de l'espace de Schengen. Bref nous avons les moyens de réagir et nous les étudions de façon détaillée». Cité par «Partisan» n°129.

(2) Le journal «L'autre Afrique» du 15/4/98 cite des «hommes d'affaires maliens», «des commerçants et des cadres» qui estiment que «des immigrés clandestins ternissent l'image de l'Afrique» et que tout cela fait du tort à leurs affaires. Bourgeois de tous les pays, vous êtes unis!

## Après les élections, La diversion «anti-fasciste»

( Suite de la page 1 )

re, une menace pour la domination de la bourgeoisie, qu'il n'est pas menacé par le fascisme. Quel intérêt aurait la classe dominante de recourir au fascisme, c'est-à-dire à l'aventure des affrontements directs, des combats de rue, pour faire plier le prolétariat, alors que celui-ci est complètement paralysé par la démocratie qui lui a fait oublier toutes ses traditions de classe?

Prendre le FN, ce parti d'extrême droite incontestablement raciste et xénophobe, pour un parti fasciste, c'est donc faire un erreur fondamentale dans l'analyse de la situation: s'imaginer que le prolétariat ou une fraction de celui-ci serait aujourd'hui potentiellement capable de se lancer dans la guerre civile contre le capitalisme, au point de contraindre la bourgeoisie à regrouper ses troupes de choc dans des formations para légales de combat. Dans de pareilles circonstances, c'est la bourgeoisie elle-même qui est obligée de déchirer le voile mensonger de la démocratie qui dissimule la plupart du temps la dictature de classe.

Le moins qu'on puisse dire est que nous sommes très loin d'une telle situation! La chape de plomb qui pèse sur le prolétariat, ce n'est pas le fascisme ou la menace du fascisme, c'est le réseau capillaire de la démocratie, de ses institutions, de sa praxis, qui entrave le moindre de ses pas, qui étouffe chacune de ses initiatives et qui le rattache de mille liens à la conservation sociale. La bourgeoisie ne renoncera à la démocratie que lorsqu'elle ne pourra pas faire autrement - c'est-à-dire au moment de la guerre ouverte entre les classes. Elle fait tous les efforts pour inculquer la croyance en la démocratie, pour diffuser et

consolider les préjugés démocratiques, pour alimenter les mécanismes sur lesquels elle se base, parce qu'elle représente la plus solide antidote à la lutte de classe. Dans cette optique le FN joue un rôle important, mais qui n'est pas celui qu'indiquent les anti-fascistes: le parti de Le Pen est utilisé pour donner un semblant de consistance à une **campagne permanente pour la démocratie**, au nom de la «lutte anti-fasciste». Présenté comme le seul parti anti-démocratique, le seul troubleur de l'étouffant statu-quo politique et social, le parti de la violence et de l'extrémisme, ostracisé par tous les citoyens raisonnables, il sert à effrayer un prolétariat drogué par des décennies d'opium démocratique et inconscient de ses potentialités, à renforcer ses habitudes à chercher protection sous l'aile de l'Etat bourgeois, à le détourner de la tentation de la violence et de la **lutte contre la démocratie** (*Abus de la "haine" s'écrient les manifestants, qui ne pourraient comprendre la formule de Lénine: la haine de classe est le degré le plus élevé de la conscience de classe*) et à détourner la colère des éléments les plus combattifs contre cette cible opportunément désignée.

C'est pourquoi lorsque le FN a réussi son coup politique d'accords avec certains politiciens classiques de droite et qu'il s'est défini comme désormais non plus un parti marginal mais un «parti de pouvoir», respectueux lui aussi de la démocratie, ce sont tous les acteurs politiques bourgeois importants qui sont entrés en scène pour refuser sa proposition et le rejeter dans son rôle de Grand Méchant Loup. En personification du fascisme le FN est très utile sur la scène politique bourgeoise; en parti de droite concurrent de ceux existants, il ne pourrait plus remplir ce rôle.

Car si le FN suscite justement la réprobation et la colère pour ses thèses racistes et anti-ouvrières, les mobilisations contre le Front ont pour effet de camoufler le fait que ce n'est pas celui-ci qui mène les attaques contre les prolétaires, contre les immigrés, mais bien l'Etat de la bourgeoisie et les partis «républicains» de droite ou de gauche qui se succèdent à sa tête; que ce n'est pas lui qui empêche la classe ouvrière d'entrer en lutte pour se défendre contre les patrons et le gouvernement, mais les faux partis ouvriers et tout le vaste appareil de la démocratie bourgeoise.

C'est contre ceux-là qu'il est urgent de se mobiliser et de descendre dans la rue. C'est contre l'Etat républicain et ses «valeurs» qu'il faudra entrer en lutte au plus tôt!

(1) A noter que «Lutte Ouvrière» a réussi le tour de force d'appeler le vendredi dans son journal à participer à la manifestation du 28 mars, puis d'être absente le lendemain de cette manif. La semaine suivante L.O. expliqua qu'elle s'était rendue compte au dernier moment (!) que c'était là un «Front Républicain», auquel il était exclu qu'elle participe. L.O. n'a pas eu tant de scrupules en d'autres occasions, comme lorsqu'elle a participé à un Front Républicain électoral en appelant à voter pour le maire socialiste à Vitrolles: sa réticence actuelle ne peut donc être que circonstancielle.

(2) Voir l'«Appel de Montpellier» appelant le RPR Jacques Blanc à «se ressaisir» (!) en démissionnant, signé par pratiquement toute la gauche politique et syndicale, où il est question de restaurer «l'honneur sali de notre région» et de l'union de «toutes les forces attachées aux valeurs de la démocratie et de la République».

(3) Y compris les démocrates qui se disent d'«extrême-gauche» et même certains qui se prétendent communistes: voir notre article sur «Mouvement Communiste».

## Rwanda: une mission parlementaire pour blanchir l'impérialisme français

Au début du mois de mars le gouvernement a créé une «mission parlementaire d'information» sur la politique de la France au Rwanda, présidée par P. Quilès, ancien ministre socialiste des armées. Les commentaires louangeurs sur cette initiative n'ont pas manqué - y compris à l'«extrême» gauche (1): pour la première fois (!), les parlementaires pourraient passer au crible une partie de la politique extérieure de la France et faire éclater la vérité aux yeux des citoyens... Bien naïf est celui qui gobe ce conte de fée: cette mascarade parlementaire n'a pas d'autre but que de **camoufler** l'action et les responsabilités véritables de l'impérialisme français et de renouveler la caution démocratique à ses institutions étatiques, à commencer par les Forces Armées. Comme le dit avec une franchise saisissante un «spécialiste de politique étrangère» en répondant à la question: «Le Parlement a-t-il une tradition de contrôle de l'action extérieure [de l'Etat]?»: *Non, absolument pas. (...) la règle du jeu est que le Parlement ne gêne pas l'exécutif, en particulier pas sur la politique étrangère ni de défense, notamment sur l'Afrique*» (2).

Avec ces quelques mots est résumée quelle est, aux yeux d'un spécialiste bourgeois sérieux, la tâche du système représentatif qui, selon la mythologie démocratique, est censé exprimer la volonté du peuple souverain: **ne pas gêner** l'action de l'Etat, en général et en particulier!

Cependant notre spécialiste ne dit pas encore là toute la vérité; le rôle du parlement et, de manière plus large, de tout le système démocratique, est de **faciliter** l'action de l'Etat bourgeois en fournissant l'adhésion de la population à son activité et à celle des intérêts capitalistes qu'il sert. A propos du Rwanda, l'impérialisme français risquait de se trouver dans une posture délicate. Ses concurrents - les Etats Unis, la Belgique - bien que mieux placés que lui dans la région pour avoir moins

trempe jusqu'au bout dans les crimes qui y étaient commis, ont pourtant reconnu démonstrativement leur responsabilité pour ne pas avoir pu empêcher les massacres. La France qui a **collaboré** à ceux-ci, ne serait-ce qu'en formant et en armant les tueurs et en sauvant à plusieurs reprises le régime rwandais par l'envoi de soldats, risquait fortement d'apparaître comme le parrain des «génocides». La mission parlementaire a surtout le but de couper l'herbe sous le pied de l'éventuel tribunal international, et aussi de rendre plus facile la réorientation de la politique française en direction des nouveaux régimes. Les anciens ministres français ont nié toute responsabilité française dans les massacres et ils ont répondu aux graves accusations (parues dans... Le Figaro!) qui mettaient en cause Paris dans l'attentat contre l'avion du président rwandais, en rejetant la responsabilité sur les Etats-Unis. Le fils Mitterrand, qui dirigeait la discrète mais puissante «cellule Afrique» à l'Elysée, est venu affirmer devant les parlementaires qu'il ne possédait aucune plantation de haschisch au Rwanda (sic!); pour le reste, il n'a rien vu, ni rien entendu...

Les députés ont courtoisement évité d'embarrasser ces braves gens, tout comme ils ont gentiment accepté de ne recevoir qu'à huis clos les témoignages des militaires et poliment accepté que Jospin refuse de leur fournir certains documents (par exemple les accords de défense secrets passés avec le régime rwandais): ils sont tout à fait au courant de la **règle du jeu** fondamentale du système parlementaire...

Cette mission parlementaire, qui réunit dans un touchant unanimité des députés de gauche et de droite, réussira peut-être à couvrir d'un rideau de fumée les méfaits de l'impérialisme français et à redorer son blason, passablement terni de boue et de sang, auprès d'une «opinion publique» intoxiquée par la martelante propagande des médias

bourgeois. Il est plus douteux qu'elle parvienne à stopper l'affaiblissement continu de l'impérialisme français sur les pourtours de son «pré carré» africain, pour reprendre l'expression imagée de Mitterrand père. Mais de toutes façons, pour faire rendre gorge au vorace impérialisme tricolore il faudra la lutte unie des prolétaires de là-bas et d'ici. Et lorsque les prolétaires se seront mis en mouvement, aucune manoeuvre parlementaire ne pourra sauver l'impérialisme et ses agents. Leurs innombrables victimes seront vengées par la révolution.

(1) «Rouge» n°1775 (9/4/98) qui se félicite que «des grands quotidiens» et autres médias fassent enfin «leur travail» en mettant la politique de la France en cause, comme cela se fait aux Etats Unis, écrit que «Jospin a donné une consigne majeure aux administrations: coopérer dans la plus grande transparence à l'enquête» ce qu'il attribue à la «conviction personnelle du Premier ministre sur la tragédie rwandaise»!

(2) cf «Libération», 22/4/98.

### PROGRAMME COMMUNISTE Revue théorique du P.C.Int. N° 95 - Au sommaire:

Aux prolétaires d'aujourd'hui, aux combattants de demain! *Histoire de la Gauche communiste*: la fondation du PC d'Italie (2). La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (réunion de San Donà 1992) (2). *Sur le fil du temps*: Parodie de la praxis. Question kurde: Emancipation populaire ou prolétarienne. Mysticisme florentin. Notes de lecture (Revolutionary History: la Gauche communiste).

L'exemplaire: 25 FF

# Le Royaume-Uni, pays de cocagne pour les bourgeois (Fin)

De 1945 à 1979, l'alternance politique à la tête du Royaume-Uni a toujours été un fait. Le Labour Party (LP: Parti Travailleiste) et le parti Tory (conservateur) se sont succédés régulièrement au gouvernement de l'impérialisme britannique sans que les intérêts de ce dernier souffrent en aucune manière des passages au pouvoir du parti censé représenter la classe ouvrière.

La période d'après-guerre a vu la continuation et l'approfondissement de la paix sociale et de la collaboration des classes à l'enseigne de l'Etat-providence (*Welfare State*) et dont le Labour Party, fondé sur les appareils syndicaux (en théorie tous les syndiqués sont membres du LP) a été l'agent principal. Elle a été aussi la période au cours de laquelle le déclin de l'ancien «atelier du monde» s'est accéléré de façon irrémédiable. Dans les années 50 l'industrie britannique détenait encore le quart du marché mondial, alors qu'à la fin des années 70 sa part de marché était tombée à 8%; pendant la même période l'impérialisme britannique connaissait une forte baisse de la rentabilité du capital, principalement dans le secteur industriel alors que dans le secteur dit «tertiaire» (commerce et services) cette rentabilité se maintenait. La conséquence en était la faiblesse des investissements productifs et la tendance des capitaux à se diriger vers le secteur bancaire et financier - la *city* de Londres demeurant jusqu'à aujourd'hui une des premières places financières mondiales après New York - plutôt que vers le secteur industriel.

En arrivant au pouvoir en 1974 les travaillistes, inquiets de stopper ce déclin, essayèrent de sauver des pans entiers de l'industrie britannique en les nationalisant. En d'autres termes c'est l'Etat qui entendait ainsi se substituer aux capitalistes privés défaillants (c'est une politique analogue que menèrent en 81 les partis de gauche français): chantiers navals, entreprises de la construction aéronautique, de l'industrie automobile (British Leyland), du transport aérien (British Airways), des machines-outils, du pétrole. Malheureusement pour eux cette tentative coïncida avec l'éclatement de la crise économique générale du capitalisme qui provoqua une sévère et longue récession industrielle en Grande-Bretagne. D'autre part le L.P. venu aussi au gouvernement pour calmer les ardeurs revendicatives de la classe ouvrière britannique, ne sut empêcher celle-ci de riposter aux attaques patronales, notamment durant l'hiver 78-79, appelé «l'hiver du mécontentement», au cours duquel des millions de travailleurs se mirent en grève (dans l'automobile, la fonction publique, les transports, etc...). L'échec travailliste aussi bien sur le plan social que sur le plan économique se solda par la victoire électorale des Tories en mai 79 et par le début de règne de la «Dame de fer».

## 18 ANNÉES DE CONSERVATISME

L'événement constitué par l'arrivée de Thatcher à la tête du Parti conservateur puis de l'Etat britannique répondait au besoin des milieux bourgeois dirigeants d'affronter les problèmes du capitalisme révélés par la crise mondiale d'une façon différente que celle utilisée jusqu'alors. Si c'est en Grande-Bretagne que la bourgeoisie inaugura l'orientation nouvelle qui allait marquer la fin des politiques socio-économiques suivies depuis la fin de la guerre, cette orientation fut reprise ensuite par les Etats-Unis de Reagan puis par le monde entier - signe qu'il s'agissait bien d'un véritable tournant du capitalisme mondial, correspondant à la fin de la période d'expansion économique presque ininterrompue connue par le capitalisme pendant trois décennies et à l'entrée dans une période de crises et de récessions.

De 79 à 97, les gouvernements successifs de celle que l'«extrême-gauche» surnommait la «grand-mère de Dracula» sans comprendre que Thatcher incarnait non une orientation politique inspirée de traditions les plus reculées et arriérées des Balkans, mais le visage normal du capitalisme ultra-développé du Royaume-Uni en cette fin du vingtième siècle, puis de son successeur Major, vont s'employer à reprendre à la classe ouvrière une partie des gains et des garanties qui lui avaient été concédées pendant les décennies afin de maintenir la paix sociale et le fonctionnement sans heurt du capitalisme. Il ne s'agissait pas pour les gouvernements conservateurs de supprimer tous ces gains, de faire l'économie de tous les amortisseurs sociaux et de tous les systèmes d'assistance sociale, mais d'accroître suffisamment le degré d'exploitation de la classe ouvrière et de supprimer suffisamment

d'anciennes miettes attribuées aux prolétaires pour restaurer le taux de profit moyen du capitalisme britannique. Cette offensive capitaliste comprenait la liquidation de certaines traditions et de certaines pratiques de la collaboration des classes devenues trop coûteuses et qui gênaient l'intensification de l'exploitation du prolétariat.

Ce furent les lois promulguées pour briser la dite «puissance des syndicats». Leur cible n'était pas les grands appareils syndicaux en tant que tels, qui restent indispensables pour la médiation des antagonismes de classe et pour éviter une renaissance de véritables organisations classistes, mais le «statut» de la classe ouvrière, le degré d'exploitation de celle-ci qu'ils figeaient. Pour accroître la flexibilité du prolétariat, remettre en cause les garanties, liquider les secteurs insuffisamment rentables de l'économie, etc: il était nécessaire pour les capitalistes de bousculer les laquais réformistes qui les avaient fidèlement aidés à paralyser les prolétaires. Non seulement les appareils syndicaux n'étaient pas visés, mais en fait ces lois purent passer et surtout purent être appliquées grâce à la servilité des bonzes syndicaux qui n'organisèrent aucune lutte contre elles et qui depuis lors s'appuient sur ces lois pour refuser ou saboter la lutte et la solidarité ouvrières. La fameuse «puissance» des Trade Unions britanniques qui était à son apogée lors de la venue de Thatcher au gouvernement (12 millions d'adhérents, soit un taux de syndicalisation de 50%, record historique), ne fut d'aucune utilité pour le prolétariat britannique, qui en fait se trouva sans défense face à l'offensive bourgeoise: c'est la démonstration que ces gigantesques appareils syndicaux sont fondamentalement incapables de servir à la lutte prolétarienne ouverte et que toute cette force ne peut être utilisée, par la bourgeoisie, que pour la collaboration entre les classes.

La grande lutte des mineurs a été l'exception qui confirmait la règle. La bourgeoisie britannique était décidée à briser la combativité des mineurs afin de réorganiser l'industrie charbonnière qui fit autrefois sa force, mais dont l'importance a bien pâli devant les énergies modernes (comme le pétrole dont la Grande-Bretagne dispose en mer du Nord), en ne conservant que les mines les plus rentables. Elle se prépara de longue main à l'épreuve de force, utilisant tous les moyens répressifs de l'Etat (en veillant toutefois à ce que la violence des affrontements ne dépasse pas un certain seuil), pour vaincre les travailleurs. L'organisation syndicale ne se déroba pas à la lutte, mais elle était incapable de répondre de la seule façon qui pouvait donner une chance de succès: l'extension de la lutte et la généralisation du conflit pour rassembler au moins les secteurs décisifs de la classe ouvrière contre le gouvernement Thatcher. Les apôtres de la collaboration entre les classes et de l'union nationale ne pouvaient évidemment pas se transformer en combattants de classe.

Paralysé par les appareils réformistes, mais aussi par la répression de l'Etat bourgeois, impréparé à retrouver la voie de la lutte de classe, le prolétariat dut subir une forte baisse de son pouvoir d'achat, une forte augmenta-

tion du chômage à la suite de la liquidation des secteurs industriels que le gouvernement jugeait impossible de soutenir à bout de bras comme les travaillistes l'avaient tenté, et de façon générale une précarisation générale de sa condition. Pendant toute cette période le désarroi de la classe ouvrière peut se lire dans la baisse continue des grèves qui atteint un minimum historique (à l'exception de 84-85 avec la grève des mineurs). Le pouvoir d'achat des travailleurs ne cessera de baisser alors que policiers et militaires verront leurs salaires augmenter, la police et les pouvoirs des tribunaux vont être renforcés, des secteurs économiques traditionnellement importants furent partiellement ou totalement liquidés (sidérurgie, docks, mines...) ou privatisés (eau, gaz, électricité...) entraînant des licenciements par dizaines de milliers et tout ce qui peut en découler (intensification du travail, etc...).

En fait, le seul échec notable des Tories sera l'abandon de l'application de la Community Charge, plus connue sous le nom de *Poll Tax* (Taxe par tête), à la suite de mois de luttes de la part du prolétariat et d'une partie des couches moyennes (1).

Les Tories ont donc fait un excellent travail pour les bourgeois d'outre-Manche durant ces années. Si le capitalisme anglais n'a pas endigué son déclin par rapports aux autres pays comme l'Allemagne ou la France et s'il a été dépassé par l'Italie, la cure thatcherienne lui a redonné une santé sur le dos des prolétaires: la productivité du capital a recommencé à augmenter à partir de 90 et certains secteurs économiques, surtout dans les services, sont florissants. Malgré l'usure du pouvoir, l'élection de 92 vit Major, en dépit des sondages, conserver son poste de premier ministre. Le Labour, en dépit de sa rénovation, n'était pas encore prêt pour la bourgeoisie qui n'était pas tout-à-fait sûre qu'il se soit converti au thachérisme.

Ce sera le cas en 97 pour les intérêts de la bourgeoisie afin de freiner les ardeurs d'un prolétariat dont une partie a repris le chemin des luttes sociales, même si dans de nombreux cas c'est de manière défensive voire désespérée.

## L'ÉLECTION DU PREMIER MAI 1997

L'élection fut une véritable déroute pour les Tories qui sont passés de 41,9 à 30,7%, les scores des petits partis comme l'UK Independence Party ou le Referendum Party (2) essayant d'obtenir les voix des Euro-sceptiques et des militants anti-avortement ne changeant rien à cela. Mais si les travaillistes ont obtenu 43,2%, dépassant les 42,3% de Thatcher en 87 sans égaler le score de celle-ci en 79 (43,9%), les votes pour Blair furent plutôt des votes anti-Tory que des votes pro-Labour.

Et il y a surtout eu 30% d'abstentions, soit le plus fort taux de l'après-guerre à ce type d'élection. C'est une indication qu'une partie du prolétariat ne se faisait aucune illusion sur la gauche. D'ailleurs, parmi les 200 circonscriptions où le taux de participation a été le plus faible, ce fut dans les circonscriptions à majorité ouvrière que l'abstentionnisme a progressé. Dans 75 d'entre elles, le LP a perdu de très nombreux votes d'ouvriers et de sans-emploi comme à Liverpool, Glasgow, Hull ou Leeds. Son programme et son «nouveau» visage ne sont pas étrangers à ce désaveu électoral.

## LE NEW LABOUR

Pour avoir le soutien de la bourgeoisie afin de revenir au pouvoir défendre ses intérêts et continuer à serrer la vis au prolétariat en évitant tout risque d'explosion sociale future, la social-démocratie britannique «qui a(vait) reçu dès sa naissance toutes les bénédictions religieuses et toutes les introductions mondaines qui devaient en faire ce qu'elle est devenue» (3) devait se faire faire un lifting.

Pour démontrer à la bourgeoisie que le LP n'entendait pas revenir aux politiques traditionnelles des travaillistes, mais continuer le libéralisme économique des conservateurs, Tony Blair prit un certain nombre de mesures symboliques contre la vieille garde réformiste.

Citons la suppression de la «Clause 4» inscrite dans la constitution du parti à partir d'un texte de Sydney Webb (4) qui préconisait la nationalisation de l'industrie, malgré la faible résistance de l'aile gauche du Labour appuyée par tout ce que le pays compte de «révolutionnaires» pour qui cette clause était le symbole de la nature socialiste du LP! Ou la limitation du rôle des syndicats dans le fonctionnement du LP. Une partie de cette aile gauche quitta le LP pour défendre les positions traditionnelles du travaillisme et constitua le petit Socialist Labour Party dirigé par Arthur Scargill, le leader du Syndicat des mineurs.

De même le Labour fut dénommé «New Labour» et un très vague programme (valant à Blair le sobriquet de Tony Blur: Tony le flou), aussi peu réformiste que possible, fut adopté.

Ce ravalement de façade du LP est symptomatique; il est de même nature que le tournant accompli par l'opportunisme dans d'autres pays: que l'on songe à l'exemple particulièrement éclairant du Parti Communiste Italien se changeant en Parti Démocratique de Gauche (alors qu'une aile de gauche, à l'instar de Scargill et ses amis, créait un PCI-maintenu, «Rifondazione Comunista»), pour pouvoir arriver au gouvernement et y mener une politique d'austérité plus consécutive et plus décidée que les gouvernements de droite précédents. Partout les organisations réformistes traditionnelles sont passées sans murmure de la gestion de l'amélioration lente mais continue de la condition prolétarienne, à la gestion de la dégradation - beaucoup plus rapide! - de cette condition, lorsque le capitalisme a commencé à rencontrer des difficultés. C'est la preuve que ces organisations ne sont ni n'étaient en réalité le parti des réformes, des organisations ouvrières que le prolétariat, tout en les critiquant, pourrait pousser à agir dans le bon sens, mais des organisations politiquement bourgeoises, les canaux d'influence de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

## LA BOURGEOISIE AU SEIN DU LABOUR

Nous pouvons donner une autre illustration de ce fait. Après avoir annoncé que son gouvernement serait *national* et non pas *travailliste* et que le New Labour était désormais le Business' Party, le parti de l'entreprise, Tony Blair a fait passer son PIP ou Partnership into Power (Partenariat sous-entendu avec le patronat - au sein du pouvoir) qui permet à un tas de bourgeois, surtout des grands patrons, d'obtenir des postes-clé dans les cabinets ministériels et de prendre part directement, c'est-à-dire sans avoir à négocier, au programme Welfare to Work (du Welfare State vers le travail) que l'on peut traduire par «si vous voulez du fric pour vivre, trouvez du boulot même s'il n'y en a pas ou alors avec des salaires très bas car les aides de l'Etat, c'est terminé!», comme il a fait passer son PFI (Private Finance Initiative) qui est un plan de travail et de financement des privatisations en cours ou en projet.

Parmi ces richards nommés dans ces cabinets, on trouve plutôt des patrons de la finance ou des grands industriels connus comme des durs. C'est le cas du président de la British Petroleum - la plus grande entreprise du pays -, David Simon (anobli et devenu Lord Simon of Highbury and Canonbury). Cet honorable Lord qui est responsable de 48 600 licenciements au cours des cinq dernières années, qui a mis au pas les syndicats dans son entreprise, qui a du sang de prolétaires et de paysans - notamment nigériens et colombiens - sur les mains (la direction de BP est soupçonnée de collaborer avec des groupes paramilitaires comme les tristement célèbres Escadrons de la Mort en Colombie) (5), est aujourd'hui le n°2 du Département du Commerce et de l'Industrie. C'est le cas aussi de Lord Hollick, responsable de centaines de licenciements à Anglia TV et à «The Express», qui est devenu conseiller de ce même Département lié au Ministère du Travail.

A la tête de la *Low Pay Commission* dont

( Suite en page 4 )

## Le Royaume-Uni, pays de cocagne pour les bourgeois (Fin)

( Suite de la page 3 )

le but principal est la création, toujours promise et sans cesse repoussée, d'un salaire minimum garanti, on trouve, entre autres, Peter Jarvis, dirigeant notamment de Whitbread (assureur et brasseur de bière) qui gagne 500 Livres de l'heure, J. Cridland de la CBI (Confederation of British Industry, le CNPF britannique) et Stephanie Monk, directeur du personnel de Granada Group, société qui s'occupe des contrats de services au sein du NHS (National Health Service) et qui possède notamment une chaîne de restaurants d'auto-roulottes.

A la tête de l'équipe ministérielle chargée de «moderniser» le Welfare System (système de bien-être) en y introduisant des «stimulants pour travailler» (sic) pour les prolétaires ayant des bas revenus, le gouvernement a mis Martin Taylor, PDG de Barclay's, qui s'occupera notamment des allocations. A la tête de celle chargée du PFI, il a mis le co-PDG de Dresdner Kleinwort Benson Adrain Mondague. Et dans l'équipe occupant du programme WtW, on trouve le magnat des assurances, Sir Peter Davis.

Quant à la révision des retraites, il faut plutôt s'attendre à une privatisation totale et générale de ces retraites dans le futur. Surtout avec l'équipe de choc choisie par le nouveau gouvernement dont voici les trois principales figures: le thatchérien Howarth; Frank Field, admirateur du système économique et politique mis en place par Pinochet au Chili et de la

politique anti-ouvrière des USA; et Hellen Lindell, chargée de trier et de contrôler les dizaines de milliers d'employés qui furent entraînés dans les «private pension schemes» (plans de retraites privées), qui fut une proche collaboratrice de Robert Maxwell dont on sait comment il s'est chargé des retraites de ses employés... Et ce ne sont que quelques exemples parmi d'autres.

Rien d'étonnant donc que le nouveau gouvernement, non seulement assure qu'il va continuer dans la droite ligne thatchérienne, mais qu'il va aller plus loin encore en démantelant le Welfare State, trop coûteux pour le budget de l'Etat, que les travaillistes avaient institué en 45 et que les conservateurs n'avaient que relativement peu touché...

### POUR CONCLURE

Lénine disait du Labour: «Certes, le Labour Party est en majeure partie composé d'ouvriers. Mais est-il véritablement un parti ouvrier? Cela ne dépend pas seulement de la question de savoir s'il est composé d'ouvriers, mais également quels sont ceux qui le dirigent et quel est le caractère de son action et de sa tactique politique. Seuls ces derniers éléments nous permettent de juger si nous sommes en présence d'un véritable parti politique du prolétariat. De ce point de vue, le seul juste, le Labour Party est un parti foncièrement bourgeois car, bien que composé d'ouvriers, il est dirigé par des réactionnaires, par les pires réactionnaires, qui agissent tout à fait dans l'esprit de la bourgeoisie» (6). Le New Labour s'est donné un nouveau look, adapté aux nouvelles conditions de l'impérialisme britannique, mais, tout aussi bourgeois que l'ancien Labour, il prouve qu'il est prêt à assumer la continuité d'une des pires politi-

ques anti-prolétariennes qui sévissent dans les pays centraux du capitalisme.

Mais il y a un élément qui peut être positif pour aujourd'hui et surtout pour demain; c'est que le Labour Party ne pourra pas ne pas voir **ses liens avec la classe ouvrière se relâcher**; celle-ci aura de plus en plus de mal à se reconnaître dans le Travaillisme et de plus en plus de facilité à se rendre compte qu'il n'est autre qu'un parti bourgeois cherchant à accentuer toujours davantage son exploitation et à défendre contre elle l'impérialisme britannique. Cette fracture inévitable entre le LP et le prolétariat britannique créera à l'avenir les conditions pour que puisse avoir lieu une nouvelle tentative d'implantation du véritable mouvement communiste dans ce pays considéré par les bourgeois comme la «mère de tous les parlements», et par les prolétaires comme la mère des deux **pires obstacles** sur la voie de son émancipation, la **démocratie** et l'**opportunisme collaborationniste**.

Il faudra au prolétariat britannique beaucoup de travail et surmonter beaucoup d'obstacles pour rompre avec des lustres de pacifisme, de légalisme et de collaboration des classes, pour conquérir son indépendance de classe, constituer son parti communiste et se lancer à l'assaut de sa vieille, rapace et très expérimentée classe dominante. Mais c'est une tâche que le cours même du capitalisme mondial lui fixera inéluctablement, comme il la fixera aux prolétaires de tous les pays.

(1) Cet impôt est entré en vigueur en 1990 au Pays de Galles et en Angleterre et un an plus tard en Ecosse. Il devait être payé par toute personne âgée de plus de 18 ans sans distinction de biens et de revenus en remplacement

de l'ORS (Old Rates System), impôt local similaire à la taxe d'habitation française. Finalement, la Poll Tax - dont le taux était plus élevé dans les municipalités de gauche! - ne sera jamais appliquée. Des mois de luttes, de manifestations diverses et de mobilisation venant principalement du prolétariat et de l'extrême gauche en ont eu raison. L'apogée du mouvement a été le 31 mars 1990, veille de l'application de cette taxe: émeute de Trafalgar Square à l'issue d'une manifestation réunissant entre 200 000 et 500 000 participants. Durant cette longue lutte, de nombreux prolétaires ayant participé à ces manifestations pacifiques ou non ou à des violences physiques contre des huissiers ou des policiers ont été incarcérés.

(2) Parti de l'Indépendance du Royaume-Uni et Parti du Référendum. Partis de droite anti-Maastricht dont le second avait pour leader J. Goldsmith, le richissime homme d'affaires financier de De Villiers qui, après avoir fait bouffer de la vache enragée aux prolétaires, bouffé désormais les pissenlits par la racine.

(3) Voir «Programme Communiste» n°63 (juin-août 74), «Trajectoire du travaillisme» p.1.

(4) S. Webb, idéologue de l'aristocratie ouvrière et du réformisme, fondateur de la Fabian Society. Il participa aux premiers gouvernements du LP. On peut se reporter à la vive critique qu'en fit Trotsky dans son ouvrage «Où va l'Angleterre?».

(5) La TV britannique a confirmé dans un reportage que BP avait versé plusieurs millions de dollars à l'armée colombienne pour protéger ses installations, cette dernière n'hésitant pas à kidnapper, violer, torturer ou tuer pour cela.

(6) Lénine, Oeuvres, tome 31, p. 267.

## En marge du 150e anniversaire de la publication du «Manifeste» L'Invariance historique du marxisme

( Suite de la page 1 )

déclarés de la doctrine et de la méthode révolutionnaires, mais qui cependant attribuent l'abandon actuel de celles-ci de la part du majorité du prolétariat à des lacunes et à des défauts de la théorie, qui devrait donc être rectifiée et modernisée.

Négateurs, falsificateurs, modernisateurs: nous les combattons tous les trois, et nous pensons qu'aujourd'hui les derniers sont les pires.

3. L'histoire de la gauche marxiste, du marxisme radical, ou plus exactement du **marxisme**, consiste dans les résistances successives à toutes les vagues de révisionnisme qui ont attaqué différents points de la doctrine et de la méthode depuis leur formation organique et monolithique, qu'on peut faire coïncider avec le manifeste de 1848. Nous avons rappelé dans d'autres textes l'histoire de ces luttes dans les trois Internationales historiques: contre les utopies ouvriéristes, libertaires, sociaux-démocrates, réformistes et gradualistes, syndicalistes de gauche et de droite, sociaux-patriotes et aujourd'hui nationaux-communistes ou communistes-populaires. Cette lutte s'étend sur quatre générations et, dans ses différentes phases, elle appartient non pas à une série de noms illustres, mais à une école bien définie et compacte et, dans le sens historique, à un **parti** bien défini.

4. Cette lutte longue et difficile perdrait sa liaison avec la future reprise si, au lieu d'en tirer l'enseignement de l'«invariance» du marxisme, on acceptait l'idée banale que le marxisme est en «continue élaboration historique» et qu'il se modifie avec le cours et la leçon des événements. C'est la justification invariable de toutes les trahisons dont les expériences se sont accumulées, et de toutes

les défaites de la révolution.

5. Lorsque les matérialistes nient qu'un «système» théorique né à un moment donné (ou pire, issu de l'esprit et exposé dans l'oeuvre d'un homme donné, penseur ou chef historique, ou les deux à la fois) puisse contenir tout le cours historique futur, et établir de façon irrévocable ses règles et ses principes, cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de systèmes de principes stables et valables pour une très longue période historique. Bien au contraire, leur stabilité et leur résistance aux tentatives de démolition et même d'«amélioration» est un élément de force primordial pour la classe sociale à laquelle ils appartiennent et dont ils reflètent la tâche historique et les intérêts. Mais la succession de ces systèmes et corps de doctrine et de praxis doit être reliée, non plus à l'avènement d'individus géniaux, mais à la succession des «modes de production», c'est-à-dire des types d'organisation matérielle de la vie des collectivités humaines.

6. Bien que reconnaissant évidemment comme erroné le contenu formel des corps de doctrine de toutes les grandes périodes historiques, le matérialisme dialectique ne nie pas pour autant qu'ils aient été nécessaires en leur temps, et il imagine encore moins que l'erreur aurait pu être évitée par un meilleur raisonnement de la part des savants ou des législateurs et qu'on aurait pu s'apercevoir plus tôt de leurs erreurs, et les rectifier. Chaque système possède une explication et une raison d'être dans son cycle propre, et les systèmes les plus significatifs sont ceux qui se sont maintenus inchangés au cours de longues luttes en gardant toute leur intégralité organique.

7. Selon le marxisme il n'y a pas de progrès continu et graduel dans l'histoire, surtout en ce qui concerne l'organisation des ressources productives, mais une série de bonds en avant espacés et successifs qui bou-

versent profondément et depuis la base tout l'appareil économique et social. Ce sont de véritables cataclysmes, des catastrophes, des crises rapides, où tout se transforme en un temps très bref, alors que pendant de très longues périodes tout était resté inchangé, des cataclysmes comme il s'en produit dans le monde physique, dans les étoiles du cosmos, dans la géologie, et jusque dans la phylogénèse des organismes vivants.

8. L'idéologie de classe étant une superstructure des modes de production, elle ne se forme pas non plus par un apport quotidien d'atomes de savoir, mais elle apparaît dans la déchirure d'un choc violent, et elle guide la classe dont elle est l'expression, sous une forme monolithique et stable dans l'ensemble, à travers une longue série de luttes et de tentatives, jusqu'à la phase critique suivante, jusqu'à la révolution historique suivante.

9. Ce sont justement les doctrines du capitalisme qui, tout en justifiant les révolutions sociales du passé, ont affirmé qu'à partir de la révolution bourgeoise l'histoire avancerait par étapes graduelles et sans nouvelles catastrophes sociales, les systèmes idéologiques devant absorber progressivement les apports successifs et les conquêtes de la science pure et appliquée. Et c'est le marxisme qui a démontré la fausseté de cette vision de l'avenir.

10. Le marxisme lui-même ne peut être une doctrine que l'on va, formant et déformant chaque jour par des apports nouveaux, véritables rapiécages et accommodages. La raison en est qu'il fait encore partie (bien qu'étant la dernière) de ces doctrines qui sont l'arme d'une classe dominée et exploitée qui doit renverser les rapports sociaux existants et qui, au cours de sa lutte, subit de toutes parts l'influence conservatrice des formes et des idéologies traditionnelles propres aux classes ennemies.

11. Même si l'on peut dès aujourd'hui - ou mieux, depuis que le prolétariat est apparu sur la grande scène historique - entrevoir l'histoire de la société future sans classes et donc sans révolutions, on doit affirmer que, pendant la très longue période qui y conduira, la classe révolutionnaire ne pourra s'acquitter de sa tâche qu'à la condition d'agir tout au long de sa terrible lutte suivant une doctrine et une

méthode qui restent stables et qui soient fixées dans un programme monolithique - étant bien entendu que le nombre des militants et l'issue des heurts sociaux dans les différentes phases seront extrêmement variables.

12. Bien que le patrimoine théorique de la classe ouvrière révolutionnaire ne soit plus une révélation, un mythe, une idéologie idéaliste comme ce fut le cas pour les classes précédentes, mais une «science» positive, elle a toutefois besoin d'une formulation stable de ses principes et de ses règles d'action, qui joue le rôle et ait l'efficacité décisive qu'ont eu dans le passé les dogmes, les catéchismes, les tables, les constitutions, les livres-guides tels que les Védas, le Talmud, la Bible, le Coran ou la Déclaration des droits de l'homme. Les profondes erreurs, dans la substance ou dans la forme, contenues dans ces recueils ne leur ont rien ôté de leur énorme force organisatrice et sociale - d'abord révolutionnaire, puis contre-révolutionnaire, en succession dialectique - et même ce sont souvent ces «écarts» qui y ont précisément contribué.

13. C'est justement parce que le marxisme dénie tout sens à la recherche de la «vérité absolue» et voit dans la doctrine non une donnée de l'esprit éternel ou de la raison abstraite, mais un «instrument» de travail et une «arme» de combat, qu'il postule qu'on n'abandonne pas son arme ou son instrument au beau milieu de l'effort ou au comble de la bataille pour le «réparer»: c'est en brandissant dès le début de bons outils et de bonnes armes qu'on sort vainqueur, dans la paix comme dans la guerre.

14. Une nouvelle doctrine ne peut apparaître à un moment quelconque de l'histoire. Il y a certaines époques de l'histoire, bien caractéristiques - et même rarissimes - où elle peut apparaître, comme un faisceau de lumière éblouissante, et si l'on n'a pas reconnu ce moment crucial et fixé la terrible lumière, il est vain de recourir ensuite aux bouts de chandelle avec lesquels le pédant universitaire ou le combattant de peu de foi tentent d'éclairer leur chemin.

15. Pour la classe prolétarienne moderne, qui s'est formée dans les premiers pays à grand développement industriel capitaliste, les ténèbres ont été déchirées peu avant la moitié du siècle dernier. La doctrine intégrale

### En marge du 150e anniversaire de la publication du «Manifeste» ...

à laquelle nous croyons, à laquelle nous devons et voulons croire, a trouvé à ce moment là toutes les conditions pour se former et pour décrire un cours historique qui devra la vérifier et la confirmer après des luttes démesurées. Ou bien cette position restera valable, ou bien la doctrine sera reconnue fautive et donc vide l'affirmation marxiste selon laquelle avec le prolétariat est apparu une nouvelle classe avec un caractère, un programme et une fonction révolutionnaires propres dans l'histoire. Celui donc qui entreprend de remplacer des parties, des thèses, des articles essentiels du «corpus» marxiste que nous possédons depuis environ un siècle, en détruit la force de façon bien pire que celui qui la renie ouvertement et en proclame la faillite.

16. Après la période «explosive» où la nouveauté même de la nouvelle revendication la rend claire et nettement délimitée, il se peut qu'on ait - et c'est ce qui s'est effectivement produit à cause de la stabilisation de la situation - une période où la «conscience» de la classe, au lieu de s'améliorer et de s'élever, régresse et dégénère. Les moments - toute l'histoire du marxisme le prouve - où la lutte des classes redevient aiguë sont ceux où la théorie revient, avec de mémorables affirmations, à ses origines et à son expression première intégrale: il suffit de rappeler la Commune de Paris, la révolution bolchévique, le premier après-guerre en Occident.

17. Le principe de l'invariance historique des doctrines qui reflètent la tâche des classes protagonistes, et aussi de ces puissants retours aux formulations originelles, s'applique à toutes les grandes périodes historiques, en opposition à l'idée creuse selon laquelle chaque génération, chaque saison de la mode intellectuelle serait meilleure que la précédente, de même qu'au stupide cliché de la marche incessante du progrès et autres lubies bourgeois dont bien peu parmi ceux qui se parent du titre de marxistes sont vraiment indemnes.

18. Tous les mythes expriment ce principe d'invariance, et surtout ceux des demi-dieux ou des sages qui eurent une entrevue avec

l'Être suprême. Il est stupide de rire de ces représentations, et seul le marxisme a permis d'en découvrir les infrastructures réelles et matérielles. Rama, Moïse, le Christ, Mahomet, tous les prophètes et héros qui inaugurent les histoires séculaires des différents peuples, sont les expressions diverses de ce fait réel, qui correspond à un bond énorme dans le «mode de production». Dans le mythe païen, la sagesse, c'est-à-dire Minerve, sort du cerveau de Jupiter, non par la vertu de gros volumes dictés à des scribes sans vigueur, mais sous l'effet du coup de marteau du dieu-ouvrier, Vulcain, appelé pour calmer une migraine persistante du père des dieux. A l'autre bout de l'histoire, au siècle des lumières, Gracchus Babeuf, bien que fruste dans sa présentation théorique, se dressera tel un géant pour dire que la force physique et matérielle conduit plus loin que la raison et le savoir.

19. Il ne manque pas d'exemples de restaurateurs luttant contre des dégénérescences révisionnistes: ce fut le cas des Gracques vis-à-vis de Brutus; ce fut le cas de François d'Assise vis-à-vis du Christ lorsque le christianisme, né pour la rédemption sociale des humbles, se prélassait dans les cours des seigneurs du Moyen-Age; et plus tard ce fut le cas des précurseurs d'une chose encore à venir vis-à-vis des révolutionnaires qui avaient renié la phase héroïque des classes précédentes: luttes de 1831 en France, de 1848, 1849 et d'innombrables autres phases dans toute l'Europe.

20. Nous affirmons que tous les grands événements récents sont autant de confirmations indiscutables et intégrales de la théorie et de la révision marxistes. Nous voulons surtout parler des points qui ont provoqué (une fois encore) les grandes défections sur le terrain de classe et mis dans l'embarras même ceux qui jugent les positions stalinienne comme pleinement opportunistes. Ces points sont d'une part, l'avènement de formes centralisées et totalitaires du capitalisme tant dans le domaine économique que politique: l'économie dirigée, le capitalisme d'Etat, les dictatures bourgeoises avouées; et, d'autre part, le processus de développement russe et asiatique du point de vue social et politique. Nous voyons

donc la confirmation tant de notre doctrine que de sa naissance sous une forme monolithique et d'une époque cruciale.

21. Celui qui réussirait à opposer les événements historiques de notre époque volcanique à la théorie marxiste, réussirait du même coup à prouver que celle-ci est erronée, complètement anéantie, et que toute tentative de déduire les lignes du cours historique des rapports économiques est vaine. En même temps il réussirait à prouver que dans n'importe quelle phase les événements obligent à chercher des déductions, des explications et des théories nouvelles et par conséquent forcent à proposer des moyens d'action nouveaux et différents.

22. Ce n'est qu'une solution illusoire devant les difficultés de l'heure que d'admettre la possibilité d'un continu changement de la théorie de base et d'affirmer que c'est justement aujourd'hui le moment d'en élaborer de nouveaux chapitres, afin que, sous l'effet de cet acte de la pensée, la situation défavorable soit renversée. C'est d'autre part une aberration que cette tâche soit entreprise par des groupuscules aux effectifs dérisoires et, pire encore, accomplie au moyen d'une libre discussion singeant à l'échelle lilliputienne le parlementarisme bourgeois et la fameuse confrontation des opinions individuelles, ce qui n'est pas une recette nouvelle, mais une vieille stupidité.

23. Nous traversons actuellement un moment de dépression maxima du potentiel révolutionnaire: un tel moment est tout autre que propice à la naissance des théories historiques originales. Dans une telle période, sans perspective proche d'un grand bouleversement social, non seulement la désagrégation politique de la classe prolétarienne mondiale est une donnée logique de la situation, mais il est logique également que ce soient de petits groupes qui sachent maintenir le fil conducteur historique du long cours révolutionnaire, tendu comme un arc entre deux révolutions sociales, à la condition que ces mêmes groupes ne veuillent rien diffuser d'original et restent étroitement attachés aux formulations traditionnelles du marxisme.

24. La critique et la mise en doute de toutes

les vieilles positions bien établies furent des éléments décisifs de la grande révolution bourgeoise moderne, qui par vagues gigantesques partit à l'assaut des sciences naturelles de l'ordre social et des pouvoirs politiques et militaires, pour se tourner ensuite avec beaucoup moins d'élan iconoclaste vers les sciences de la société humaine et de l'histoire. Tel fut précisément le résultat d'une époque de bouleversement profond à cheval entre le Moyen-Age féodal et terrien et l'âge moderne industriel et capitaliste. La critique fut l'effet et non pas le moteur de cette lutte immense et complexe.

25. Le doute et le contrôle de la conscience individuelle sont l'expression de la réforme bourgeoise contre la tradition et l'autorité compactes de l'église chrétienne; et il s'exprimèrent dans le puritanisme le plus hypocrite, qui sanctionna et protégea la nouvelle domination de classe et la nouvelle forme de sujétion des masses, sous le drapeau de la conformité bourgeoise à la morale religieuse ou au droit individuel. Tout opposée est la voie de la révolution prolétarienne, où la conscience individuelle n'est rien et où la direction homogène de l'action collective est tout.

26. Lorsque Marx dit dans ses fameuses thèses sur Feuerbach que les philosophes avaient interprété le monde et qu'il s'agissait maintenant de le changer, il ne voulait pas dire que la volonté de transformer conditionne le fait de la transformation, mais qu'on a d'abord la transformation, déterminée par le choc de forces collectives, et seulement ensuite la conscience critique de la transformation chez les individus. De sorte que ceux-ci n'agissent pas à la suite de décisions individuelles, mais sous l'effet d'influences qui précèdent la science et la conscience.

Et le fait de passer de l'arme de la critique à la critique des armes fait passer tout ceci justement du sujet pensant à la masse militante: si bien que les armes ne sont plus seulement les fusils et les canons, mais surtout cette arme réelle qu'est la commune doctrine de parti, uniforme, monolithique, constante, à laquelle nous sommes tous subordonnés et liés, en laissant de côté une fois pour toutes les discussions de commères et de pédants.

## Encore sur «Auschwitz ou le grand alibi» «Mouvement Communiste» anti-marxiste

( Suite de la page 1 )

avec eux tous ceux qui se sont évertués à «proclamer» l'existence du parti sans la classe - en sectes» (2).

Etant donné cette insistance sur l'analyse concrète, et les prétentions théoriques de M.C., qui aime multiplier les citations de Marx, Engels, Lénine ou Bordiga, on aurait pu s'attendre à une critique solide, basée sur des faits et argumentée d'un point de vue marxiste. Mais en fait de réflexion, le lecteur constate bien vite qu'il se trouve face à un simple reflet des attaques anti-marxistes déchaînées par notre texte, à une réédition à peine retouchée et parfois aggravée des critiques d'un quelconque Alain Bhir! Bien que nous ayons déjà répondu pour l'essentiel à ce type d'attaques (voir le n° 440 de ce journal), nous croyons cependant qu'il n'est pas inutile d'y revenir pour des raisons de clarification politique, étant donné que M.C. ne les porte pas au nom de la démocratie, mais au nom du communisme. Et, en dissipant la confusion que s'efforce de répandre M.C., nous constaterons que, comme chez tous les «concrétistes» et les «anti-sectaires», son prétendu communisme est tout à fait... mouvant.

\* \* \*

M.C. commence par donner une intéressante précision sur le sens de la publication de notre texte sur ses colonnes, tout en nous révélant au passage ce que «Programme Communiste» avait voulu faire en publiant cet article en 1961: «Auschwitz ou le grand alibi, rappelons-le, ne constituait qu'une prise de position polémique ponctuelle, et ne se voulait aucunement un travail théorique exhaustif sur la Seconde Guerre mondiale et l'extermination des Juifs [à cet endroit est inséré une

note ou il est dit qu'accuser Auschwitz etc., de négationnisme de l'extermination des Juifs est «loufoque» parce que le texte «se veut précisément une analyse "marxiste" de cette extermination». Comprenne qui pourra! - NdIR]. Par conséquent, nous ne le défendons que pour ce qu'il est, sans lui attribuer un quelconque caractère programmatique» (souligné dans le texte).

Appréciations l'aveu: Pour M.C. donc, il existerait des «prises de position polémique ponctuelles» qui seraient défendables bien que leurs fondements théoriques et programmatiques soient erronés et indéfendables. Nous autres, «sectaires» impénitents, nous soutenons au contraire que la cohérence totale entre les prises de position, l'activité en un mot, et les principes théoriques et programmatiques, est la condition indispensable pour définir une politique juste, pour résister aux pressions et aux suggestions multiformes de l'adversaire. La coupure entre théorie et pratique, entre programme et position politique, de même que les déviations théoriques et programmatiques ouvrent tout grand la porte aux influences des forces politiques et sociales ennemies: elles débouchent inévitablement sur des déviations dans l'activité politique et pratique. Engels ne disait pas autre chose avec sa célèbre formule: «à la base de toute erreur en politique, il y a une erreur en théorie» (reprise par Trotsky sous la forme suivante: «la réalité ne pardonne pas une seule erreur théorique»). L'inconséquence de M.C. lui fait renverser la formule: à la base d'une prise de position juste en politique, il peut y avoir une erreur en théorie!

Les «erreurs» théoriques que M.C. relève dans le texte qu'il assure défendre, ne sont en effet pas secondaires puisque, selon lui, «elles

sont aussi l'expression de la faiblesse de l'analyse théorique du mouvement ouvrier révolutionnaire sur ces sujets» (une note indique qu'il s'agit ici de la «question juive»)! Parallélisme frappant avec un Bhir, pour qui notre texte révélait «certaines lacunes du marxisme en général, notamment (...) son aveuglement traditionnel à l'égard de la "question juive" et de l'antisémitisme» (2), la seule différence étant que Bhir, plus franc, désignait le coupable non par toute une périphrase - «l'analyse théorique du mouvement ouvrier révolutionnaire» -, mais par un seul mot: le marxisme...

Quelles sont donc ces erreurs? M.C. en relève quatre, que nous allons passer en revue.

**Première «erreur»:** c'est notre affirmation que «du fait de leur histoire antérieure, les Juifs se trouvent aujourd'hui essentiellement dans la moyenne et petite bourgeoisie». M.C. nous objecte d'abord que l'antisémitisme se développe en Allemagne, bien avant la crise des années 30, dès le début du siècle en raison de l'émigration de Juifs orientaux, issus «essentiellement du prolétariat et de l'artisanat pauvre». En réalité l'antisémitisme se développe en Allemagne (comme en France) vers la fin du siècle dernier, donc avant cette émigration, comme en font foi les prises de position d'Engels et des socialistes allemands. C'est l'époque où ces derniers qualifient l'antisémitisme de «socialisme des imbéciles»: au lieu de voir que c'est le système capitaliste qui est responsable de leurs misères, les paysans et autres petits-bourgeois acculés à la ruine, sous l'influence de la propagande antisémite, en rendaient responsables les financiers, prêteurs sur gages et spéculateurs, censés être tous Juifs, ou la concurrence «déloyale» des commerçants juifs.

C'est sur ce terrain et sur cette tradition que se développera, à une toute autre échelle, l'antisémitisme de masse lors de la grande crise économique des années trente, après que

l'alternative révolutionnaire prolétarienne ait été discréditée par les lourdes défaites ouvrières et les graves fautes politiques des communistes (petit fait que nos critiques ignorent d'ailleurs superbement).

M.C. écrit encore que, dans les années trente, l'«allégation sur l'appartenance majoritaire des Juifs allemands aux classes moyennes traditionnelles apparaît plus "réaliste" [que la croyance, «universellement partagée» elle aussi à cette époque, selon laquelle les Juifs auraient contrôlé le capital non industriel] et mérite donc d'être prise au sérieux et passée au crible de l'analyse concrète». Nous allons donc voir ce que nous allons voir! Voyons donc:

«Cette affirmation est en partie (sic!) démentie par les données de leur appartenance sociale». Et M.C. de citer un historien selon lequel «plus de 60% des Juifs bénéficiant d'un emploi rémunéré étaient concentrés dans le secteur commercial et à une majorité écrasante dans le commerce de détail. De même les Juifs des secteurs de l'industrie et de l'artisanat étaient le plus souvent propriétaires de petites entreprises et magasins ou artisans». On en déduit aisément, conclue triomphalement M.C., qu'au moins un tiers des Juifs allemands n'étaient pas des petits commerçants ou des artisans. Cette déduction est peut-être correcte du point de vue arithmétique, mais, sauf à considérer que petite et moyenne bourgeoisie n'existent pas en dehors du commerce et de l'artisanat, elle ne change rien au fait que la citation en réalité appuie ce qui est écrit dans «Auschwitz...»:

M.C. essaye de renforcer sa thèse en écrivant que: «De plus, travailler dans le secteur commercial n'implique pas nécessairement la qualité de petit propriétaire, les statistiques livrées par Arno Mayer [autre historien] montrant même que 50 % des commerçants et

( Suite en page 6 )

## «Mouvement Communiste» anti-marxiste

( Suite de la page 5 )

artisans juifs n'étaient pas propriétaires de leur entreprise, ce qu'il signifie qu'ils étaient des travailleurs salariés». Le toupet de M.C. dépasse ici toutes les bornes, car la citation de Mayer illustre au contraire de manière éclairante la composition très majoritairement petite et moyenne bourgeoise des Juifs en Allemagne: «près des trois-quarts de la population juive vivaient du commerce et de l'artisanat, des professions libérales et de la banque, alors que ces professions ne représentaient qu'un quart de la population active chez les non-juifs» et dans le commerce et l'artisanat, «plus de la moitié y exploitaient leur propre entreprise». Quant au fait, pour des commerçants et des artisans, de ne pas être propriétaire de leur entreprise, il ne signifie pas forcément qu'ils étaient des travailleurs salariés, ni des prolétaires: quid des gérants ou de membres, même éloignés, de la famille employés sans être salariés, etc? De même, alors que M.C. cite à de nombreuses reprises l'ouvrage de l'historien israélo-américain Saul Friedlander (et s'en inspire encore plus souvent), il «oublie» les passages où ce dernier décrit l'importance des Juifs allemands dans des secteurs qu'il appelle «sensibles»: «le commerce et la finance, le journalisme et le domaine culturel, la médecine et le droit» (3)...

Le moins qu'on puisse dire est que la fameuse analyse concrète laisse sérieusement à désirer; c'est pourtant là le seul endroit de son texte où M.C. a au moins essayé de faire un effort pour étayer ses critiques, comme nous allons le constater pour les points suivants.

**Deuxième «erreur»:** c'est la thèse «qui veut que l'extermination des Juifs et plus généralement, le racisme soient le fruit et le produit d'une lutte interne à la petite bourgeoisie»; et M.C. cite un passage d'«Auschwitz...»: «Harcelée par le capital, la petite bourgeoisie allemande a donc jeté les Juifs aux loups pour alléger son traineau et se sauver. ... c'est la petite bourgeoisie elle-même qui se chargeait de cette liquidation», pour s'exclamer avec indignation: «On prête ici à une partie des classes intermédiaires la réalisation concrète de l'extermination. C'est une absurdité manifeste qui en sous-tend une autre: celle qui voudrait que le parti nazi (...), n'était pas une expression politique bourgeoise moderne, mais le représentant d'une fraction sociale condamnée et "harcelée" par le capital lui-même. Si tel était le cas, comment aurait-il pu accéder au pouvoir? Un instant d'inattention ou de faiblesse des classes dominantes peut-être... Ne plaisantons pas».

Ici M.C. nous prête des positions qui ne sont pas les nôtres. La phrase de notre article que M.C. a remplacé ci-dessus par des petits points était déjà assez claire: «Bien sûr, pas de façon consciente, mais c'était là le sens de sa haine des Juifs et de la satisfaction que lui donnait la fermeture et le pillage des magasins juifs». En conformité avec les analyses classiques du marxisme (4), nous rappelons dans «Auschwitz...» que les sentiments antisémites ont leur racine matérielle bien précise dans la situation économique désespérée de nombreuses masses petites-bourgeoises. Cela ne signifie aucunement que la petite bourgeoisie était devenue capable d'initiative historique et qu'elle se soit emparée du pouvoir d'Etat. Nous disons au contraire en toutes lettres quelques lignes au dessus du passage cité par M.C.: «La petite bourgeoisie (...) est aussi condamnée à ne pouvoir rien comprendre, à être incapable de lutter: elle ne peut que se débattre aveuglément dans la presse qui la broie».

Nous n'avons jamais prétendu ni sous-tendu (ni même sous-entendu) que le parti nazi était le représentant de cette classe sociale condamnée. Déjà au début des années vingt, notre courant combattait la conception répandue parmi les dirigeants de l'Internationale Communiste (et qui était à la base de la désastreuse orientation national-bolchévique)

selon laquelle le nazisme représentait l'auto-organisation de la petite-bourgeoisie contre le grand capital, alors qu'à l'inverse il représentait la mobilisation et l'organisation de la petite bourgeoisie par le grand capital contre le prolétariat.

Le parti nazi recrutait majoritairement parmi la petite (et moyenne) bourgeoisie menacée de ruine économique par la crise capitaliste; mais sa reconnaissance et son utilisation par les cercles bourgeois dirigeants n'était possible que parce que ces derniers avaient la preuve que le parti de Hitler agissait et agirait conformément à leurs intérêts et qu'il représentait la meilleure chance d'en finir définitivement avec la menace sociale; donc qu'il n'était pas le représentant des intérêts d'une couche sociale condamnée, mais, à sa façon particulière, le vecteur, l'agent, des intérêts capitalistes fondamentaux dans le milieu particulier où il recrutait.

Une citation d'un historien bourgeois rapportée par M.C. le montre assez bien: «C'est n'est pas sur l'antisémitisme, mais bien sur une combinaison d'anticommunisme et d'ultranationalisme que s'édifia, dans la société civile et politique, la collaboration contre nature entre nazisme et conservatisme. En ce tournant de l'histoire que furent les années 1932-1933 la "question juive" ne se trouvait pas au centre de leurs préoccupations communes». Cette collaboration peut paraître «contre nature» à l'historien parce que la bourgeoisie acceptait de confier le pouvoir politique à un parti dont la base était petite-bourgeoise et dont les chefs avaient une réputation d'aventuriers; mais le parti nazi avait déjà fait pendant des années la démonstration de ses capacités anti-prolétariennes en orientant la colère des petits-bourgeois ou des chômeurs contre la classe ouvrière et ses organisations; et c'est la raison pour laquelle il avait d'ailleurs reçu dès le début d'importantes subventions des grands capitalistes (5). Cependant après que les nazis aient installé leur régime en 1933, il leur fallut encore sacrifier leur aile «extrémiste», celle qui tendait à prendre trop au sérieux les slogans «anti-ploutocrates» et anti-bourgeois: les Sections d'Assaut (S.A.) furent dissoutes et leurs chefs fusillés en 1934. Comme l'explique Trotsky: «Le fascisme allemand, comme le fascisme italien, s'est hissé sur le dos de la petite bourgeoisie, dont il s'est servi comme d'un bélier contre la classe ouvrière et les institutions de la démocratie. Mais le fascisme au pouvoir n'est rien moins que le gouvernement de la petite bourgeoisie. Au contraire c'est la dictature la plus impitoyable du capital monopoliste» (6).

Un certain désenchantement se fit jour parmi les partisans petits-bourgeois des nazis, à la suite des déclarations selon lesquelles la «révolution» était finie et après la non-réalisation des promesses faites; à propos de la vague d'attentats et de mesures anti-juives plus ou moins «spontanées» du début de 1935, le Gauleiter de Cologne-Aix-la-Chapelle écrivait qu'il fallait intensifier les actions contre les Juifs pour «remonter le moral, assez bas, de la petite bourgeoisie» (6). Ce rapport est instructif: en réfutant l'affirmation gratuite de M.C. selon laquelle «Le plus souvent [les masses petites-bourgeoises] demeuraient indifférentes» à l'antisémitisme nazi, il montre que les chefs du parti nazi ne se trompaient pas sur la signification de classe et le rôle social de cet antisémitisme...

**Troisième «erreur»** qui heurte M.C.: c'est l'affirmation que, à la différence de la petite bourgeoisie, les «poussées racistes dans le prolétariat n'ont lieu qu'aux pires moments de démoralisation et ne durent pas. Dès qu'il entre en lutte, le prolétariat voit clairement et concrètement où est son ennemi». C'est là un «conte pour enfants» estime M.C., citant contre nous la base sociale du F.N. et la contamination de certaines couches ouvrières, «y compris celles qui étaient influencées par les partis de gauche, en particulier stalinien», en Allemagne par l'antisémitisme. «Deuxièmement, la phrase fait preuve d'un optimisme béat qui (...) n'est pas vraiment de mise ces temps-ci. De plus les auteurs ne nous révèlent pas davantage ce qui fait passer la classe de l'état de non-lutte, écartelée par le

racisme, à celui de lutte où le racisme aurait miraculeusement disparu».

Il est dommage que M.C. n'ait pas cherché à se renseigner davantage. Ayant lu chez Friedlander qu'il n'y avait plus de Juifs parmi les députés communistes en 1932 et que le PC n'hésitait pas à utiliser des slogans antisémites pour rameuter des électeurs, il en déduit cavalièrement qu'une partie de la classe ouvrière était contaminée par l'antisémitisme. La question du flirt du PC avec les nazis au début des années vingt pour essayer de toucher les masses petites-bourgeoises, ou, au début des années trente, de son orientation nationaliste et de son rapprochement avec les nazis pour saper l'influence des sociaux-démocrates mérite d'être traitée sérieusement, ce que nous n'avons pas la place de faire ici. Mais elle n'a de toutes façons rien à voir avec une supposé antisémitisme dans le prolétariat. L'exemple de l'Allemagne nous montre au contraire que la classe ouvrière y était largement indemne de l'influence antisémite, non seulement en raison de la nature petite-bourgeoise de cette idéologie, mais surtout parce que, malgré les politiques erronées, les défaites et les difficultés, cette classe avait derrière elle des années et des années de lutte contre l'ennemi de classe. Nous pouvons aussi citer l'exemple de l'empire russe où le tsarisme avait fait de l'antisémitisme l'une de ses armes favorites contre la lutte ouvrière. Ce n'est pas un miracle, mais le travail de l'avant-garde prolétarienne conjugué à l'expérience des combats de classe démontrant pratiquement la nécessité et l'efficacité de l'union des rangs prolétariens pour combattre les capitalistes qui battit en brèche le racisme dans la classe ouvrière.

Aujourd'hui où le prolétariat dans son ensemble ne lutte pas, sinon de manière ponctuelle et défensive, où il n'a plus aucune expérience de sa force de classe, où il n'arrive pas à se défendre sérieusement même sur le plan immédiat contre l'exploitation, il ne peut pas ne pas être soumis à l'idéologie de la classe dominante; ne voyant d'autre issue que le repli sur soi et la fuite dans l'individualisme, comment la masse des prolétaires pourrait ne pas être contaminée par le racisme, le démocratisme, le pacifisme?

Mais comment aussi des gens qui se prétendent communistes peuvent-ils avoir oublié qu'un certain Marx a écrit un jour que le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien? Comment peuvent-ils trouver miraculeux ou incompréhensible que la classe ouvrière soit dans l'avenir poussée inexorablement à entrer en lutte ouverte, par personne d'autre que le capitalisme lui-même? Dans le feu de la lutte le prolétariat devra surmonter ses divisions, ses faiblesses et rompre les liens paralysants tissés pendant des décennies de collaboration entre les classes. Il n'existe aucune certitude que les prolétaires d'ici ou d'ailleurs retrouvent à temps les méthodes, les moyens et les objectifs de la lutte de classe pour sortir victorieux de l'affrontement décisif entre les classes, mais ce combat sera inévitablement à nouveau livré.

**Quatrième «erreur»:** M.C. a gardé le meilleur pour la fin; cette erreur-là constituerait en effet «l'essentiel de la démonstration» à attaquer. Le voici donc: «On lit dans Auschwitz ou le grand alibi: "...le capitalisme allemand... a étendu la liquidation des Juifs à toute l'Europe centrale"».

En gros, après avoir conquis l'Etat par l'intermédiaire du parti nazi, pour nos apprentis historiens bordiguistes, la petite bourgeoisie aurait en quelque sorte utilisé l'appareil capitaliste pour une extermination programmée des Juifs (!!!)».

Il n'y a pas à dire, ce ne sont pas des apprentis à «Mouvement Communiste»! En gros et en quelque sorte, ils arrivent à nous faire dire une absurdité qui est à l'opposé de ce que nous écrivons...

\* \* \*

Concluons. La prétention de M.C. de mettre en évidence nos «erreurs» par une confrontation avec la réalité concrète n'est qu'un bluff pur et simple. Non seulement il n'est capable d'apporter aucun argument véridique contre ce que nous avons écrit, mais en fait il n'essaye même pas d'en trouver, préfé-

rant finalement déformer notre analyse de la façon la plus outrancière. Si nous récapitulons ses critiques, nous constatons que M.C. repousse notre analyse de classe de la population juive allemande, notre analyse de la signification de classe de l'antisémitisme et de la capacité du prolétariat à se libérer du racisme, bref qu'il rejette les axes fondamentaux de l'analyse matérialiste, marxiste, de cette période historique. Voyons donc quelle est son explication de la liquidation des Juifs; ou plutôt ses explications, car il y en a «deux types» (c'est nous qui soulignons): «L'une tient à l'idéologie armée (idéologie comme force matérielle) de l'Etat nazi (...).

L'autre relève de l'atténuation du pouvoir de détermination économique de la formation capitaliste allemande sur son propre Etat et sa propre politique (!!!) (...) il serait erroné d'exagérer le rôle de la détermination économique pour trouver une explication rationnelle exhaustive à la solution finale. (...) Les hommes sont prisonniers de leurs idées, et peuvent, parfois, les incarner et les appliquer sans limitations aucune, l'espace d'une courte saison. Au risque de paraître quelque peu hermétiques, nous dirons que la solution finale dans sa phase la plus bestiale est une des manifestations possibles (...) de l'autonomie que l'économie concède au Politique et au Militaire.

C'est dans ce cadre extrêmement étroit que nous pouvons affirmer que l'extermination des Juifs opérée par les nazis est à la fois unique dans son déroulement spécifique, et reproductible, du fait des mécanismes et des rapports sociaux propres à la société capitaliste».

Mouvement Communiste a beau prétendre ne pas remettre en cause le déterminisme marxiste, ni «invalidier le sens général de l'analyse politique» de notre texte, cette piroquette ne peut cacher que cette explication qui innocente l'impérialisme allemand de l'action de son Etat, est idéaliste, anti-matérialiste et anti-marxiste. «Auschwitz ou le grand alibi» a été écrit précisément pour combattre ce type d'explications qui relèvent de l'idéologie bourgeoise courante, et c'est très exactement la raison pour laquelle M.C. n'arrive pas à le digérer, tout en n'ayant pas le courage de le rejeter en bloc. Refusant par principe «anti-sectaire» d'aller à contre-courant, oscillant entre le coup de chapeau ostentatoire à la théorie marxiste et la critique «concrétiste» de cette théorie, Mouvement Communiste s'est condamné à s'adapter aux idées bourgeoises qui dominent tout à fait concrètement la réalité quotidienne.

Une preuve? M.C. s'est inspiré à peu près uniquement du livre récemment paru de Saul Friedlander. Celui-ci explique assez clairement qu'il a écrit son ouvrage pour s'opposer à nombre d'historiens actuels qui, dans l'étude du régime nazi, ont tendance à privilégier l'analyse des grandes tendances objectives, la continuité de la politique de l'Etat allemand et même les analogies dans les politiques sociales avec les pays «démocratiques», en un mot à des historiens plus ou moins matérialistes (autant que le permet l'historiographie bourgeoise) - un objectif inverse donc de notre «Auschwitz...». Anti-marxiste conséquent, Friedlander veut remettre l'accent sur le rôle central de l'idéologie antisémite et sur l'action personnelle de Hitler. Il termine ainsi la présentation de ce qu'il appelle sa «thèse»: «Les persécutions et les exterminations des nazis furent perpétrés par des gens ordinaires qui vécurent et agirent au sein d'une société moderne nullement différente de la nôtre. (...) Mais le régime, l'idéologie et la culture politique (...) n'avaient, eux, rien d'ordinaire. Ce sont les rapports entre l'exceptionnel et le banal, la fusion des potentialités destructrices (...) d'un monde qui est encore le nôtre avec la fureur très particulière du plan apocalyptique des nazis contre l'ennemi mortel, les Juifs, qui confèrent à la fois sa signification universelle et sa singularité historique à la Solution finale de la question juive» (7).

Autrement dit le capitalisme n'est pas coupable; la lutte entre les classes est inconnue; ce sont des «gens» ordinaires mais sous l'emprise de mauvaises idées qui ont commis les forfaits: c'est l'idéologie, la culture politi-

## «Mouvement Communiste» anti-marxiste

que, un plan diabolique qui est responsable. Envolé le matérialisme! Ce sont les idées qui mènent le monde. Avec une bonne idéologie, une bonne politique, de bonnes intentions, nous éviterons que les potentialités destructrices se réalisent et nous ne connaissons que les potentialités bénéfiques du mode de production bourgeois...

Non seulement Mouvement Communiste estime cet ouvrage «essentiels» et il en recommande la lecture à ses lecteurs sans faire la moindre réserve, mais il a le front de citer en note ce passage pour appuyer et illustrer sa conclusion qui, il est vrai, n'en est qu'une paraphrase gauchisée!

Si M. C. nous avait critiqué dans le but de défendre l'orthodoxie marxiste, le malentendu aurait été aisé à dissiper et l'intérêt d'une critique de sa critique aurait été nulle. Mais la réalité est que M.C., malgré, ou plutôt grâce à ses affirmations vraiment culottées de fidélité aux principes marxistes et de solidarité avec notre texte, veut faire passer pour «communistes» des positions anti-communistes empruntées aux pires idioties de l'idéologie bourgeoise: ce n'est plus la lutte des classes, mais la lutte des «idées» qui est à la base des grands événements historiques; la situation actuelle serait comparable à celle des années 30 qui ont vu la victoire du fascisme; et surtout: le fascisme n'est plus la forme suprême de la réaction bourgeoise, mais un mouvement qui «s'appuie sur toutes les classes de la société», voire sur le prolétariat; et même «dans certaines circonstances (...) les mouvements fascistes peuvent devenir les porte-parole d'une partie déboussolée et affaiblie du prolétariat cherchant à défendre violemment s'il le faut - sa condition, etc...» (9)!!! Sacrer le fascisme porte-parole de certaines couches du prolétariat, déboussolées peut-être mais combattives (!), voilà ce qui s'appelle rayer d'un trait de plume tout le bilan historique marxiste de la contre-révolution et rallier les positions démocratiques les plus grossières qui qualifient de «fascistes» toutes les actions incontrôlées du prolétariat. Pour des gens qui se disent - pour combien de temps? - communistes, c'est assez fort!

Il est évident qu'il est impossible à «Mouvement Communiste» d'argumenter sérieusement ses positions, ni même, pour l'heure, de les exprimer de façon tout à fait ouverte et d'en tirer les conséquences politiques et pratiques. Il lui fallait cependant essayer, sinon de réfuter l'analyse marxiste qu'«Auschwitz...» illustre, au moins de la discréditer en falsifiant ce que nous écrivons. Mais dans l'aventure il a jeté le masque...

(1) «Mouvement Communiste», Hiver 1997-98, supplément au n°7.

(2) p. 46. M.C. utilise les notes pour dire

### IL COMUNISTA (BIMESTRALE) N° 57-58 (Gennaio 1998)

-Il problema della sopravvivenza in questa società e sempre più esasperato.

-L'intesa sindacati-governo sulle pensioni.

-Le crisi di borsa e lo spettro del crac dell'economia mondiale.

-Lavori Socialmente Utili (Napoli)

-Terrorismo e Comunismo (Trotsky) (VII).

-Resoconto dell'ultima riunione generale. La lunga e ardua opera di riconquista del patrimonio teorico, politico e di prassi ...

-Storia della Sinistra Comunista (IV vol.)

-La paura della critica spinge al ridicolo.

-Appunti sulla questione della formazione del partito (II).

-Francia: Sciopero dei camionisti.

les choses les plus importantes, parfois pour rectifier, voire contredire le texte lui-même. Celui-ci est bizarrement signé: Bruxelles, Paris 25 12 97. A-t-il été rédigé dans le TGV reliant les deux villes? Ou ses auteurs, trop pris par les fêtes de Noël, n'ont eu d'autre ressource, entre deux bouchées de dinde, que le téléphone ou le fax pour le terminer? Toujours est-il que son caractère bricolé, rapiécé, lui donne une touche d'incohérence particulière.

(3) Les Juifs représentaient 1% de la population du Reich à l'époque de la République de Weimar, soit environ 500.000 personnes (avant que les lois raciales de Nuremberg ne portent officiellement le nombre de Juifs et assimilés à 1,5 million). En nous limitant aux chiffres fournis par l'ouvrage censuré par nos critiques, celui de Friedlander «L'Allemagne nazie et les Juifs», Ed. du Seuil, la proportion des Juifs atteignait 23 % parmi les avocats; ils

étaient également nombreux parmi les médecins. Le secteur de la presse était «marqué par une forte présence juive»; «les Juifs occupaient une place très en vue et fort influente dans les milieux financiers de l'Allemagne impériale», et ce phénomène était encore plus marqué en Autriche-Hongrie; ils étaient également très présents dans les milieux culturels, l'intelligentsia, etc.: tous ces secteurs ne sont ni le commerce, ni l'artisanat, mais néanmoins relèvent de la petite et moyenne (voire grande) bourgeoisie.

(4) Contrairement à ce qu'écrit M.C., nous ne nous sommes pas basés sur l'ouvrage du trotskyste A. Léon, «La conception matérialiste de la question juive» (Ed. EDI) - ouvrage par ailleurs très intéressant - mais sur Engels comme on peut le constater aux références que nous faisons dans le texte. Mais Engels constitue un trop gros morceau et M.C.

trouve plus prudent de s'en prendre à Léon...

(5) Dès 1923 le parti Nazi recevait d'importantes contributions de cercles bourgeois réactionnaires, allemands et étrangers; l'armée lui fournissait armes et véhicules. Le soutien le plus connu est celui du grand industriel de l'acier, Thyssen. cf Karl Dietrich Bracher, «Hitler et la dictature allemande», Ed. Complexe, p. 147-148.

(6) cf «Qu'est-ce que le national-Socialisme?», in L. Trotsky «Comment vaincre le fascisme?», Ed. Buchet-Chastel, p. 358.

(7) cf «L'Allemagne nazie...», op. cit., p. 146. Les lois raciales de Nuremberg furent adoptées en septembre 35, après que les chefs nazis aient décidé de faire cesser les exactions désordonnées et incontrôlées contre les Juifs.

(8) cf «L'Allemagne...», op. cit., p. 18.

(9) cf «Mouvement Communiste», op. cit., p. 9.

## Octobre 17 et la révolution socialiste future (Fin)

Nous publions dans ce n° le quatrième et dernier volet de cet article écrit pour le cinquantième anniversaire de la révolution d'Octobre; les chapitres précédents ont été publiés sur les n° 441, 442 et 443. Pour un exposé plus détaillé et plus complet de nos analyses sur ce gigantesque événement historique et sur l'évolution du régime qui en sortit, le lecteur peut se reporter à nos brochures: «Bilan d'une révolution» (Texte du P. C. International n° 9), «Dialogue avec Staline» (Texte du P. C. International n° 8), «Révolution et contre-révolution en Russie» (Supplément au Proletaire), «Lénine sur le chemin de la révolution» (brochure Le Proletaire n° 21), ainsi qu'aux très nombreux articles et études publiés sur notre revue théorique «Programme Communiste», comme «Le Marxisme et la Russie» (N° 68), etc.

### LA LUTTE POUR LA DÉFENSE DU PARTI ET DE LA DICTATURE PROLÉTARIENNE

La bataille pour le capitalisme d'Etat à la Lénine était donc une bataille pour le parti, pour la sauvegarde du caractère communiste, du caractère internationaliste du parti. Lénine lui-même avait prévu qu'elle pourrait être nécessaire, qu'il était fort possible que le pouvoir soviétique, au lieu de contrôler et de diriger le «capitalisme nécessaire», se mette à bâtir l'Etat national russe, c'est-à-dire devienne le canal de ce «capitalisme nécessaire», renonce à le contrôler, renonce à tenter de le soumettre aux intérêts de la classe ouvrière, c'est-à-dire à tenter de réaliser un équilibre entre les exigences du développement général et ceux-ci.

Cette lutte commença dès 1923, avec la première opposition, celle de Trotsky, qui voulait inciter le parti à réagir contre l'indifférentisme et l'opportunisme politiques, l'ignorance théorique, l'étouffement par les fonctionnaires, la corruption par une foule d'éléments étrangers au prolétariat. Elle continua avec l'opposition léningradienne de 1925 qui voulait ramener le parti, de la plate-forme nouvelle du «socialisme dans un seul pays» sur la véritable plate-forme de la NEP, qui voulait empêcher les «écœurants mensonges communistes» de devenir le langage officiel du parti et du pouvoir; obliger le parti à reconnaître que le capitalisme d'Etat n'était pas le socialisme, que le socialisme était incompatible avec l'économie de marché; empêcher que, retombant «dans le marais bourgeois ordinaire», le pouvoir soviétique mente au prolétariat comme tous les pouvoirs capitalistes, alors qu'il avait toujours été le plus audacieusement sincère pendant les années de la lutte révolutionnaire; qu'il parle de «socialisme» pour obtenir plus de travail prolétarien, qu'il entre dans un rapport bourgeois avec la classe ouvrière - le rapport du démagogue à l'opprimé, qu'il déshonore le communisme devant le prolétariat en appelant «édification du socialisme» ce qui était le développement du capitalisme et de la différenciation des classes.

Mais ces deux oppositions étaient déjà battues - Trotsky déporté, les chefs léningradis ralliés au régime - quand la troisième opposition, celle de la droite boukharinienne se forma dans l'été 1928, lorsqu'il devint tout-à-coup bien clair que l'Etat national russe allait résoudre sa brûlante question paysanne par la violence de masse et celui de son accumulation capitaliste par la dictature poli-

cière sur les ouvriers. Alors les militants prolétariens, les communistes internationalistes de Russie virent le stalinisme triompher, et avec lui une hideuse défiguration volontariste, plébéienne et nationaliste du bolchévisme. Ils n'étaient ni les uns ni les autres exempts d'erreurs, mais ils avaient du moins tenté de sauver la grande tradition d'Octobre, et c'est pourquoi le prolétariat ne les reniera pas.

A ces oppositions vaincues et à elles seules peuvent s'appliquer ces paroles d'Engels, qui ne doivent pas servir de décharge «philosophique» à la pire révision que le marxisme ait connue, celle du national-communisme, c'est-à-dire à l'ennemi de classe dressé en armes contre Octobre:

«La pire chose qui puisse arriver à un (...) parti extrémiste est d'être obligé d'assumer la charge du gouvernement à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour assurer la domination de la classe qu'il représente et pour prendre les mesures que cette domination implique. Il se trouve nécessairement enfermé dans un dilemme. Ce qu'il peut faire est en contradiction avec toutes ses actions précédentes, tous ses principes et avec les intérêts présents de son parti. Ce qu'il doit faire ne peut être mené à bien» (Cf «La guerre des paysans en Allemagne»).

### LA RÉVOLUTION SOCIALISTE FUTURE DEVANT OCTOBRE

#### LE PARTI PROLÉTARIEN DEVANT LA DÉFAITE

Octobre 17 a cinquante ans. Depuis la grandiose bataille bolchévique, deux générations ont passé. Aux tempêtes de l'enthousiasme ont succédé celles de la fureur quand il a fallu subir la corruption stalinienne, l'effroyable régression théorique et pratique des partis restés lâchement sous la coupe de Moscou quand Moscou défigurait Octobre, quand il fallait assister à la faillite de la nouvelle Internationale. Dans la société bourgeoise, les passions d'alors se sont calmées, l'oubli des grandes luttes du temps de la victoire ou du temps de la défaite est venu, la mome indifférence philistine s'est abattue sur les cerveaux et les coeurs des prolétaires du monde. Cinquante ans après, nous ne pouvons pas dire, comme nos camarades de 1919: «L'heure de la lutte finale est arrivée plus tard» que ne l'escomptaient Marx et Engels (et plus tard, Lénine et Trotsky), «mais elle est

arrivée». Nous ne pouvons pas le dire et l'avenir reste encore incertain. Mais pour nous, le temps de l'oubli et, pire, de l'indifférence n'est pas venu et ne viendra jamais, à moins que le communisme internationaliste lui-même ne meure, ce qui est impossible. L'enthousiasme pour Octobre, pour le magnifique prolétariat russe et pour le courageux bolchévisme; la fureur contre les opportunistes d'Occident et de Russie qui ont permis à Staline de venir et de détruire tout ce que le prolétariat international avait si durement conquis, bref ces passions du passé que la société bourgeoise ignore sont toujours vivantes et sont le meilleur patrimoine moral du parti. Il est vrai que depuis Octobre le «développement du communisme a connu tour à tour les tempêtes de l'enthousiasme et les périodes de découragement» et que le découragement n'a jamais été si grand, à aucune

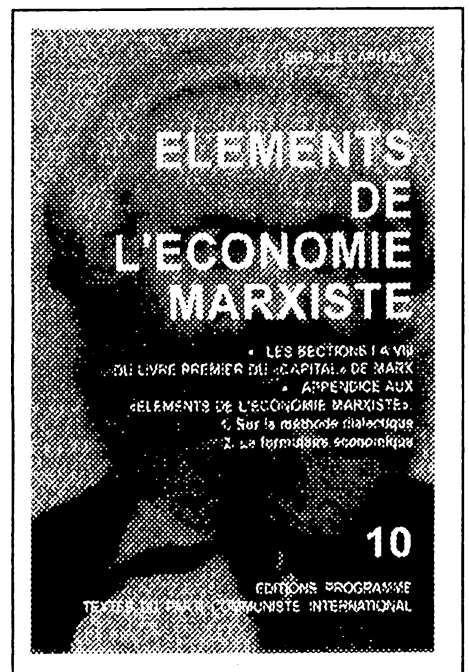
( Suite en page 8 )

### «ÉLÉMENTS DE L'ÉCONOMIE MARXISTE»

Le 10e n° de la série des «Textes du Parti Communiste International», «Éléments de l'économie marxiste» vient de sortir. Il s'agit d'un texte écrit par Amadeo Bordiga en 1929, lorsqu'il était «relégué», avec d'autres prisonniers politiques du fascisme, sur l'île de Ponza. Ce texte, qui s'intégrait dans les cours de formation politique organisés par les déportés communistes, a été écrit pour faciliter l'étude du «Capital» de Marx dont il résume et ré-expose le Premier Livre. Publié dans les années cinquante sur les premiers n° de «Programme Communiste», il était depuis longtemps inaccessible en français.

En appendice aux «Éléments...» nous avons ajouté deux autres textes postérieurs: «Sur la méthode dialectique» et «Le formulaire économique».

PRIX DE L'EXEMPLAIRE: 60 FF



## NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

### CHASSE AUX TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS EN MALAYSIE

La Malaisie fait partie de ces jeunes Etats bourgeois du sud-est asiatique qui ont été touchés de plein fouet par la crise qui sévit dans cette région. Comme dans les autres pays, la bourgeoisie fait retomber les conséquences de la crise sur les prolétaires, et en premier lieu sur les prolétaires étrangers, qui étaient souvent employés sans formalités particulières quand l'économie avait besoin de leurs bras. C'est ainsi qu'au mois de mars le ministre du Travail thaïlandais a déclaré que 800.000 travailleurs sans papiers devaient avoir quitté le pays avant fin avril, sous peine de payer des amendes.

Mais c'est en Malaisie que l'expulsion des travailleurs étrangers, d'origine indonésienne, s'est transformé en véritable chasse à l'homme. A la fin mars, commençant une opération baptisée «Dehors!», la police commença à raffer ces derniers avec femmes et enfants et à les parquer dans des camps en prévision de leur expulsion. Dans un camp de la ville de Semenyih, à une quarantaine de kilomètres de la capitale Kuala Lumpur, les travailleurs, apprenant que c'était leur tour d'être expulsés tentèrent de résister. Ils s'opposèrent aux policiers et mirent le feu au camp. La police n'hésita pas à tirer sur les travailleurs désarmés, faisant officiellement 9 morts. Un représentant des travailleurs affirma qu'il y avait eu en réalité 24 morts et 6 blessés parmi ces derniers. La plupart de ces travailleurs appartiennent à une minorité ethnique particulière et ils étaient venus en Malaisie il y a plusieurs années pour fuir les

combats qui se déroulaient dans leur région entre l'armée et des séparatistes et craignent de subir la répression s'ils sont renvoyés dans leur pays. Ils ont été les premiers à être expulsés manu militari parce qu'ils résidaient dans le pays depuis plus longtemps. Ce même jour d'autres incidents, moins violents, avaient lieu dans d'autres camps, des travailleurs réussissant parfois à s'échapper.

Quelques jours plus tard, quelques uns de ces travailleurs réussissaient à forcer les portes des Ambassades de France, de Suisse et des Etats Unis ainsi que celles de bâtiments de réfugiés de l'ONU pour échapper à la police et aux expulsions forcées. Les représentations des Etats Unis et de l'ONU refusèrent d'expulser les travailleurs si les autorités ne donnaient pas la garantie qu'ils ne seraient pas maltraités. Mais les ambassades française et suisse ne se donnèrent pas tant de peine: ils firent appel à la police pour qu'elle les débarrasse de ces indésirables. Le chargé d'affaire français expliqua qu'ils avaient tenté de les persuader de partir d'eux-mêmes mais comme ils ne comprenaient pas, il avait bien fallu utiliser la force. Les travailleurs indonésiens croyaient naïvement trouver un asile dans les ambassades; ils ne savaient pas qu'au même moment la France organise l'expulsion de sans-papiers sur son propre sol, fait tirer des balles en caoutchouc sur des réfugiés chinois qu'elle avait parqué dans un camp en Nouvelle Calédonie pendant 4 mois, faisant une dizaine de blessés dont un grave. Bref, ils ne savaient pas que partout, même dans les démocraties les plus développées, règnent les lois de fer de la bourgeoisie: partout les prolétaires subissent

la violence et la répression s'ils s'avisent de résister aux lois du capital et de vouloir se défendre.

### PAKISTAN

Après 30 ans de paix sociale qui ont permis à leurs patrons, notamment par le biais de la sous-traitance, de faire de faramineux profits, 20 000 ouvriers des fabriques de tapis de la ville de Lahore (au nord), sur les 80 000 que comptent le pays, se sont mis en grève en juin de l'année dernière, bloquant 130 ateliers.

Leurs revendications étaient les suivantes: augmentation des salaires dont la moyenne est de 1 600 Roupies (soit environ 250 FF par mois) et qui sont bloqués depuis 1994 bien que dans le même temps le coût de la vie a augmenté de 20%; instauration d'allocations retraite; mise en application d'une législation du travail dans l'industrie; instauration de mesures de protection pour leur santé et pour la sécurité dans le travail car ils souffrent de toutes sortes de maladies: par exemple maladies pulmonaires dues à l'inexistence de protection contre la grosse poussière dans les ateliers de découpe; brûlures au visage et aux membres (utilisation de produits chimiques dans les processus de lavages, etc...) etc; **fin du travail des enfants.**

Nous n'avons pas d'informations sur la suite de ce conflit, mais il démontre que, n'en déplaise aux bourgeois et à tous leurs larbins, la lutte des classes n'est pas morte et **la paix sociale n'est pas éternelle**, y compris dans les bagnes les plus reculés du capitalisme mondial.

### ZIMBABWE

Dans le dernier n° du journal nous avons parlé des émeutes qui ont frappé ce pays de 12 millions d'habitants, autrefois la riche colonie

de Rodhésie, après une augmentation du prix des produits de première nécessité. Le gouvernement est revenu sur ces hausses de prix, mais le mécontentement ne s'est pourtant pas dissipé.

En mars la Confédération syndicale ZCTU a été contrainte d'organiser deux jours de grève générale qui ont connu un grand succès. Les porte-parole de ZCTU ont estimé à 90% le nombre de grévistes, tandis qu'un représentant du patronat l'évaluait à plus de 70%. De son côté le gouvernement a déclaré que ces chiffres étaient exagérés et il a accusé les patrons blancs d'avoir organisé la grève en lock-outant leurs employés noirs; il a affirmé qu'il «punirait» une telle attitude. Il semble que le gouvernement n'ait plus guère d'autres solutions que de poser démagogiquement au défenseur des noirs face aux anciens colons blancs qui, 18 ans après l'indépendance, dominent toujours l'économie. Il a annoncé une expropriation partielle des grandes propriétés terriennes des anciens colons (1% de la population, qui accapare les meilleures 30% des terres) pour les redistribuer aux paysans noirs sans terre.

Mais cette mesure s'est heurté à l'hostilité de la FMI, de la Banque Mondiale et des autres «bailleurs de fonds» au nom de la défense de la propriété privée. Beaucoup de ces grands propriétaires travaillent en effet pour de grandes sociétés internationales: celles-ci auraient beaucoup à perdre dans une redistribution des terres...

Alors que le chômage touche (officiellement!) 50% de la population active, le gouvernement a décidé, sous la pression de la FMI de licencier 33 000 employés de l'Etat sur les 184 000 que compte la Fonction Publique, dont 4000 dès la fin de l'année. La colère n'a pas fini de monter au Zimbabwe...

## Octobre 17 et la révolution socialiste future (Fin)

( Suite de la page 7 )

époque, parce qu'à aucune époque on n'avait vu l'oppression capitaliste et nationale la plus féroce accomplir son oeuvre historique sous le drapeau du communisme, parce qu'à aucune époque il n'y eut, au sein du même parti, une mutation non seulement aussi profonde, mais aussi brutale que celle du Parti bolchévique en Parti national-communiste.

Mais nous, nous ne sommes pas découragés. Nous savons que les mutations brusques sont le propre de l'époque impérialiste. Nous comprenons que dans une société atrocement déchirée par la résistance criminelle de la bourgeoisie et de l'impérialisme international à la révolution, empêtrée dans des rapports de production pré-bourgeois séculaires, dans un pays où le parti communiste était emprisonné par le pouvoir qu'il détenait (ainsi l'avait voulu la logique de la lutte de classe acceptée jusqu'au bout, sans défaillance, magnifiquement), une évolution lente et pacifique vers un Etat bourgeois ordinaire n'était pas possible. Mais nous comprenons surtout que ce n'est pas tant Staline qui a détruit l'Internationale, que l'Internationale comme elle fut qui a permis à Staline de venir. La défaite d'Octobre n'était pas impliquée dans Octobre, qui eut la profonde «légitimité historique» de toutes les grandes révolutions, mais dans les faiblesses du mouvement prolétarien d'Occident. La défaite du bolchévisme n'était pas impliquée dans le bolchévisme, dont nous sommes justement fiers, mais dans l'isolement tragique de la classe ouvrière russe, petit îlot battu par la mer hostile de l'immense paysannerie russe, petit détachement avancé trahi par le gros de l'armée prolétarienne mondiale. L'arrêt de la révolution russe à la fin de son étape démocratique-bourgeoise, avant d'avoir pu seulement commencer son étape socialiste, n'était pas impliqué dans son caractère de révolution double, imposé non par les bolchéviks, mais par l'histoire, mais dans la nature

internationale de la révolution socialiste. Nous ne sommes pas découragés parce que les principes d'Octobre n'ont pas à être révisés, que la plate-forme de notre Internationale reste intacte, que le marxisme est sorti indemne de la catastrophe.

Notre position de parti à cet égard reste celle magnifiquement formulée par Trotsky en 1929: «La question n'est nullement de savoir si la Russie est capable par ses seuls moyens d'édifier le socialisme. Pour le marxisme en général cette question n'existe pas. Tout ce qui a été dit par Staline à ce sujet est, sur le plan théorique, de l'ordre de l'alchimie et de l'astrologie.

L'essentiel est de savoir si le capitalisme est capable de sortir l'Europe de l'impasse historique; si l'Inde est capable de s'affranchir de l'esclavage et de la misère sans sortir des cadres du progrès capitaliste; si la Chine est capable d'atteindre le niveau de culture de l'Amérique et de l'Europe sans révolutions et sans guerres; si les Etats-unis sont capables de venir à bout de leurs propres forces productives sans ébranler l'Europe et sans préparer une effroyable catastrophe guerrière à l'humanité toute entière.

La question du sort de la révolution socialiste de Russie que posait Lénine en 1921 et à laquelle il répondait de la seule façon possible: «Qui vivra verra» parce qu'en 1921 nul ne pouvait jurer que l'Occident ne connaîtrait aucune révolution prolétarienne, cette question qui a pesé comme un cauchemar sur toute une génération incapable de résoudre l'énigme de Staline, cette question a été définitivement tranchée par l'écrasement de la fraction internationaliste du parti bolchévique en 1927, par tous les événements ultérieurs, de la seconde guerre impérialiste mondiale à la coexistence pacifique d'après-guerre et à la collusion russo-américaine d'aujourd'hui: c'est une question du passé. Ce qui est du présent, ce sont les questions ci-dessus et qui à trente huit ans d'écart, pourraient être formulées dans les mêmes termes, et se résument ainsi: **Le capitalisme continue-t-il à être une force historique progressive?** Voilà la seule question véritable.

Nous qui sommes non seulement des fils d'Octobre à beaucoup d'égard, mais surtout fils d'une des meilleures traditions du socialisme européen, celle qui anima le Parti

communiste d'Italie avant que Moscou ne le détruise, comme tous les autres, nous répondons: **non!**

Notre temps reste celui de la révolution socialiste: «Nous vivons sous Lénine», selon la forte formule d'un historien. Nous ne savons ni quand, ni où elle éclatera. **Mais nous savons que quand elle éclatera, elle ébranlera le monde plus puissamment encore que ne le fit Octobre.** Elle ne pourra pas rester isolée dans un seul pays, parce que le capital aura, comme il a déjà, resserré tous les liens de l'économie internationale et créé les conditions d'une disparition rapide des «particularismes nationaux» qui ont tant affaibli la classe ouvrière européenne des années 1917-1927. Elle ne pourra pas, dans les pays de capitalisme avancé, rester empêtrée dans les formules politiques de la «démocratie soviétique» équivoque parce que si elle recouvre un rapport momentanément nécessaire du prolétariat et de la petite-bourgeoisie paysanne dans la révolution double, ce rapport n'a pu être éternisé que par la contre-révolution et parce que, dans la révolution socialiste pure, elle n'a **aucun sens.**

Elle ne pourra pas, dans les pays de capitalisme développé, se proposer de construire quoi que soit, mais seulement de rompre les entraves, de briser les résistances qui, sous la domination bourgeoise, empêchent la prise de possession des forces productives sociales par la société, et donc la domination de la société sur ses forces de production.

Elle ne pourra pas produire des marchandises, reproduire du Capital, développer les forces de production sur la base de l'esclavage salarié, mais elle verra la disparition de la loi de la valeur, la libération des moyens de production de leur caractère capitaliste, l'abolition du salariat.

Ses mots d'ordre seront les mots d'ordre de toujours du Communisme, les mots d'ordre que les communistes internationalistes n'ont jamais abandonnés: **Parti - Internationale - Renversement du pouvoir bourgeois - Dictature du prolétariat - Guerre civile - Collectivisation de tous les moyens de production - Disparition des classes, des nations et dépérissement de l'Etat.**

Mais qui dans la réalité de l'histoire lui aura montré plus sûrement le chemin, sinon le lointain Octobre 17?

**A nouveau disponibles  
Dans la série des textes  
du P.C. International:  
«Communisme et  
Fascisme» - n° 1: 25 FF  
«Eléments d'orientation  
marxiste» - n° 4: 15 FF**

### CORRESPONDANCE :

**POUR LA FRANCE :**  
Editions Programme, 3 rue Basse  
Combalot, 69007 Lyon  
**POUR LA SUISSE :**  
Editions Programme, 12 rue du  
Pont, 1003 Lausanne  
**POUR L'ITALIE :**  
Il Comunista, C. P. 10835, 20110  
Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste» (Revue théorique),** le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**